

ROUGE

PCF
La pente savonnée
(pages 19, 20, 21)





« Notre nouvelle frontière c'est l'emploi », déclarait Chirac à l'Assemblée nationale le 9 avril, en mentant comme un arracheur de dents.

□ « La France vit aujourd'hui un moment d'espérance », déclarait Jacques Chirac, le 9 avril, à la tribune de l'Assemblée nationale. « Au fil des ans, notre industrie ne s'est pas réellement modernisée, faute d'investissements, continuait le bonhomme. Des pans entiers, tels la sidérurgie, les charbonnages ou la construction navale sont sinistrés. »

« Ce type nous prend vraiment pour des cons' », se sera dit au passage un sidérurgiste regardant son poste de télévision à l'heure du discours du Premier ministre. La réflexion est juste. Surtout si l'on se rappelle que la droite est revenue aux affaires le 16 mars, après y avoir déjà passé vingt-cinq ans. Les plans sidérurgie ne datent pas des gouvernements de gauche, même si la gauche, après le 10 mai 1981, datait plutôt, avec ses plans sidérurgie.

On ne soigne pas, on élimine.

Depuis avril, la politique chiraquienne n'a rien appris de neuf. Ces types mentent comme des arracheurs de dents. Des pans entiers de l'industrie sont malades et comment donc comptent-ils les guérir ? Les remèdes qu'ils nous proposent valent qu'on s'y arrête.

Ils commandent d'abord un rapport sur la sidérurgie à monsieur le président-directeur général, Jean Gandois, spécialiste au sein de la CEE des réductions

de postes dans la branche concernée. Le diagnostic était évident : sureffectifs, et allez donc !

En ces temps de crise, dans le monde entier, tous les chantiers navals vivent de subventions gouvernementales. On appelle cela une politique de dumping. Que décident ceux qui nous gouvernent ? De stopper les subventions, d'étouffer les chantiers en mettant les travailleurs restant au chômage. Les bateaux, à l'avenir, doivent absolument être construits au moindre coût. En clair, il s'agira des chantiers navals des pays en voie de développement ou des pays récemment industrialisés. Rançon de l'opération, Madelin, le sinistre ministre de l'Industrie, nous propose d'importer du tiers monde les zones franches², afin de les développer là où existaient auparavant des chantiers navals. « Notre nouvelle frontière, c'est l'emploi », disait Chirac !

Ceux qui nous gouvernent ne coulent pas que la construction navale. Ils s'occupent également des marins. Avec un cynisme qui mérite d'être résumé. Ils viennent ainsi d'inventer une solution visant à officialiser, à la demande des armateurs, les pavillons de complaisance³. Avantage, des bateaux pourront être immatriculés aux îles Kerguelen, les équipages pourront être constitués de seulement 25 % de marins couverts par les lois sociales en vigueur dans l'Hexagone. Ce qui veut dire que les 75 % restant et naviguant sur les rafiot inscrites aux Kerguelen seront... protégés par les lois du marché de l'emploi sur les mers du globe ! En un mot, pour eux, il n'existera ni protection, ni

L'entreprise n'embauche pas, elle profite.

sécurité. Le sort de la construction navale rejoint celui des futurs marins. Tout se tient.

Enfin, en ce qui concerne les charbonnages — Chirac s'inquié-

tait également de leur mauvais état de santé — la solution est encore plus radicale. Les hommes au pouvoir savent pertinemment qu'ils pourront bientôt se passer de mineurs. De quel côté que l'on se tourne, ce sont donc des licenciements qui s'annoncent. Et l'on fait sauter tout obstacle en supprimant l'autorisation administrative de licenciement que le gouvernement Chirac institua lui-même, il y a dix ans.

Trois millions de drames.

« L'économie française perd des emplois : 170 000 en 1984, près de 100 000 en 1985 », s'exclamait Chirac, un trémolo — ou presque — dans la voix, le 19 avril. C'est à peu près le chiffre de licenciements que pourrait entraîner, en 1986, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Selon les observateurs sociaux les plus officiels, les patrons, grands ou petits, ont en effet très vite remis en place les ministres qui se mettaient en tête de leur recommander d'embaucher. « Il serait inacceptable et très maladroit que le gouvernement continue à laisser s'instaurer l'idée que créer des emplois est, pour les patrons, une sorte de devoir civique », prévient l'éditorialiste du journal patronal les Echos. Sans commentaire !

Ces types nous prennent effectivement pour des cons. « L'impossibilité de trouver du travail est, à tout âge, un drame personnel et familial », concluait Chirac, tout en connaissant fort bien les statistiques officielles prévoyant des chiffres de chômeurs identiques pour les années quatre-vingt-dix. Ils tournent en général autour des trois millions. Michel Morel

1. Difficile d'employer d'autres termes pour rester poli.
2. Périmètres géographiques où les lois ordinaires d'un pays ne sont pas en vigueur.
3. Permet d'éviter d'appliquer les lois sociales du pays dont dépend l'armateur.



Les cent jours de Chirac

Rien sans la lutte

Plus personne ne s'aventure à parler de consensus social. Mais l'action n'en est encore qu'au début d'une course d'obstacles.

Le 25 octobre dernier, on pouvait lire ce pronostic irrésistible dans l'éditorial du *Figaro* : « Le syndicalisme politique est bien mort (...) Après avoir partagé le pouvoir avec les syndicats, les socialistes constatent que ceux-ci n'ont plus de prise sur les salariés (...) Après avoir connu, sous la VI^e République, le système des partis et, depuis 1981, le système des syndicats, les Français doivent établir leurs rapports sociaux sur d'autres bases. Une page est tournée. » On peut vraiment écrire n'importe quoi dans les grands médias.

En cent jours, Chirac a remis les pendules à l'heure. Les travailleurs n'obtiendront rien et les chômeurs non plus, sans une lutte dure, acharnée. Tout le monde en paraît aujourd'hui convaincu. Personne ne se risque plus à chanter les louanges de la paix sociale, du consensus. « Une des tâches essentielles de la future majorité », écrivait encore en octobre 1985 l'éditorialiste du *Figaro* qui y croyait déjà,

sera de promouvoir un nouveau partenariat basé sur la responsabilité. » Aux premiers jours de l'été 1986, c'est d'explosion sociale que l'on parle sur des chantiers navals condamnés à mort.

Certains illusionnistes brevés ne s'entêtent pas moins. Edmond Maire explique dans *Syndicalisme-hebdo* du 19 juin : « Nous refusons le simplisme selon lequel la majorité ne fera pas d'autres choix que les choix actuels, parce qu'elle est de droite. En faisant pression, en portant avec force notre volonté de dégager des compromis positifs sur l'emploi, sur les garanties des salariés, nous pouvons amener le pouvoir politique à une attitude plus raisonnable. »

Le gouvernement des banquiers changerait-il de politique si la pression était suffisante ? Il faudrait en tout cas faire vite. Chaque jour qui passe condamne des chômeurs à la misère, de nouveaux licenciés au chômage, des millions de salariés à se serrer la ceinture, des dizaines de milliers de travailleurs immigrés à la chasse au faciès et des centaines de milliers de jeunes à l'absence totale d'avenir.

Si les volontés de pression d'Edmond Maire sont honnêtes, il est juste de se demander honnêtement : pourquoi mainte-

nant ? Si la droite applique une politique aussi radicale, n'est-ce pas justement parce que la pression n'existe pas ? Ou n'existe plus ? Ou pas encore ? Et si tel est le cas, n'est-ce pas, tout simplement, le résultat de la politique obstinée que mènent les dirigeants des organisations syndicales, Edmond Maire le premier ! Les dernières démonstrations de force des travailleurs sont éclatantes à ce sujet. La grève de la SNCF puis celle de la RATP ont été nettes, massives. La journée d'action de la fonction publique, le 17 juin, l'était déjà beaucoup moins.

Active dans certains secteurs, elle fut quasi inexistante ailleurs. Pourquoi ? La réponse est simple : en raison de l'absence d'unité.

Déterminés, contraints ou forcés, les syndicats des chemins ou des travailleurs du métro appellèrent tous ensemble, au même moment, à l'action et à la grève. Il n'en fut pas de même le 17 juin. Certains appelaient ensemble, d'autres faisaient semblant ou bien n'appelaient pas. Et qu'on le sache, Edmond Maire fait partie des derniers cités. Les consignes de la direction de la CFDT relevaient de la

division syndicale, maintenue et décidée. Elle ne voulait rien faire avec la CGT. Seule la pression des militants contraignit la confédération à appeler à l'action le 17 juin plutôt qu'un autre jour.

Il est, dans ces conditions, inutile de parler de pression efficace. L'expérience le démontre, c'est cette politique-là qui permet au gouvernement d'imposer ses choix que regrette tant Edmond Maire.

Bien sûr, tout cela n'inquiète guère la direction de la CGT. De son côté, les consignes vont de soi : rien avec la CFDT ! Deux

PLAN CHIRAC

LE PROGRAMME DES RICHES

Le tableau ci-dessous est explicite : le maximum au plus vite pour les riches, de sacrés coups pour les travailleurs. Pactole pour les uns, ceinture pour les autres. Enrichir les riches, appauvrir les pauvres est la règle de conduite du libéralisme bon teint. Ajoutez une certaine dose de prudence pour ne pas rompre le consensus social (sommifère pour les salariés condamnés), et vous obtenez le programme de ceux qui nous gouvernent.

MESURES	CONSEQUENCES	APPLICATION	EFFET
Entreprises Exonération de charges * embauche de jeunes de moins de vingt-cinq ans * zones à fort taux de chômage * entreprises en difficulté * gel des seuils sociaux Libération des prix Gel des salaires	☐ Les charges seront en tout ou partie payées par l'Etat (de 25 % à 100 %). Coût : entre 3 et 5 milliards payés par les contribuables et rognés sur le budget à coups de suppressions d'emplois dans la fonction publique... par exemple. ☐ Les entreprises situées dans ces zones verront leurs charges réduites. ☐ Les aides seraient remplacées par des réductions d'impôts. ☐ La mise en place de comité d'entreprise, de délégués du personnel, de sections syndicales est gérée, égarant ainsi aux patrons le paiement des heures de crédit le versement de fonds au comité d'entreprise, l'attribution de locaux... ☐ Les ordonnances de 1945 concernant le contrôle des prix seront abrogées. Ceux-ci seront fixés « librement » par le marché. Cette mesure prendrait effet à partir de la réduction d'un nouveau code de la « concurrence ». ☐ Le franc a été dévalué. Il vaut donc moins cher qu'avant sur le marché des monnaies. Il faudra donc plus de francs pour payer les dépenses d'une entreprise ou de l'Etat. Les patrons se serviront sur les rémunérations des salariés (3 à 4 % selon le PDG de Peugeot, Caltel). L'Etat se servira sur celles des fonctionnaires. C'est le gel des salaires.	Immédiate (loi d'habilitation) Immédiate (loi d'habilitation) Ete-Automne Ete-Automne (?) (en « négociation » avec les syndicats) Immédiate pour certains tarifs publics (loi d'habilitation) Immédiate (dévaluation)	Pactole !
Grandes fortunes Suppressions, diminutions d'impôts * IGF * amnistie * réduction des taux d'imposition	☐ Les grandes fortunes ne paieront plus l'impôt du même nom (coût : 5 milliards). ☐ Les spéculateurs ayant placé leurs capitaux à l'étranger — en Suisse par exemple — sous les gouvernements de gauche sont amnisties. Ils peuvent rapatrier tranquillement leurs fonds pour spéculer à nouveau. ☐ Le taux d'imposition maximal serait fixé à 50 % pour les hauts salariés. Proportionnellement, les petits contribuables contribueraient donc toujours plus aux ressources de l'Etat (coût : 6 milliards)	1987 (programme RPR-UDF) Immédiate (dévaluation) 1987 (programme RPR-UDF)	Fortune !
Entreprises et grandes fortunes Privatisation-dénationalisation Abrogation de la loi Quilliot	☐ Les entreprises nationalisées seront vendues en bourse. Les grandes fortunes et les grands groupes industriels et financiers vont ainsi pouvoir placer « leurs économies », leurs profits... ou les indemnités versées par la gauche aux expropriétaires des nationalisées 1982. ☐ Retour à la liberté des loyers. Le gouvernement veut favoriser les spéculateurs immobiliers découragés par la loi Quilliot.	De six mois à cinq ans (loi d'habilitation) Ete-Automne (programme RPR-UDF)	Multiplier le pactole !
Salaires Aménagement du temps du travail. Suppression de l'autorisation administrative de licenciement Allègement des contraintes sur les contrats à durée déterminée, le temps partiel, le travail temporaire. SMIC jeunes ? Protection sociale	☐ Négocie au niveau de l'entreprise et pouvant déroger aux conditions établies par branche (loi Delebarre d'avant le 16 mars). ☐ Pour permettre aux patrons de licencier et d'embaucher (?) quand bon leur semble. ☐ Pour permettre aux patrons d'adapter strictement leurs effectifs au carnet de commande de l'entreprise. ☐ Reintroduit par la bande car les heures de formation en alternance seront déduites des salaires des jeunes. ☐ Serait réduite pour équilibrer les budgets, laissant aux assurés la charge de s'assurer, en complément (maladie, retraite)	? (loi d'habilitation, en « négociation » avec les syndicats) ? (en « négociation » avec les syndicats). Immédiate (loi d'habilitation) Immédiate (loi d'habilitation) ? (doit être discutée avec les partenaires sociaux)	Ceinture, précarité, misère...

« Pactole, fortune, le programme des riches », écrivions-nous dans *Rouge*, le 17 avril, en présentant le programme économique et social du gouvernement Chirac. Additionné des projets de lois sécuritaires les plus réactionnaires qui soient, ou de ceux de Léotard sur la communication... le tout ne déchaîne pas l'enthousiasme. C'est le moins que l'on puisse dire. Même Chirac s'inquiète. Les cent jours le démontrent, s'il en était besoin : rien n'est possible sans lutte contre ce gouvernement-là.



La navale condamnée à mort.

attitudes contraires mais s'alimentant mutuellement. Divisez la pression, et vous en divisez automatiquement les effets... jusqu'à ce qu'elle s'efface. Ce qui relève quasiment du crime. Maire lui-même le reconnaît, même s'il ne fait rien pour l'empêcher.

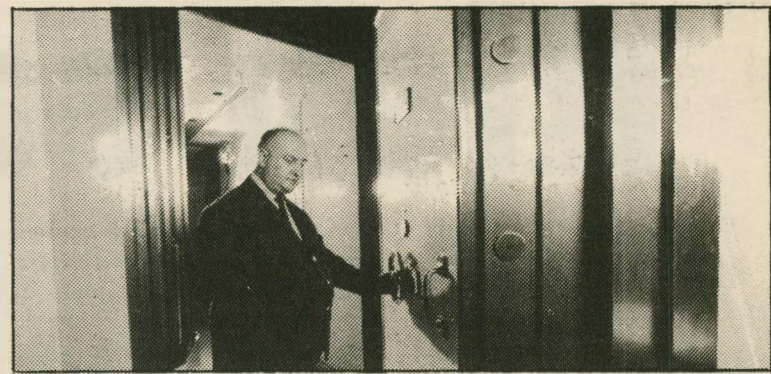
Les seuls syndicalistes responsables dans la CFDT, dans la CGT, à la FEN et à Force ouvrière sont ceux qui demeurent

obstinément déterminés, aujourd'hui et demain, à renouer avec l'action, unitaire. Ni Krasucki, ni Maire ne sauraient nous convaincre du contraire. Surtout lorsque l'on fait l'addition des cent premiers jours de Chirac. Ceux-ci infirment sans conteste les pronostics stupides chers aux éditorialistes de la presse Hersant. Et ils démontrent l'actualité, l'urgence de la convergence des forces syndicales, dans

l'unité, dans l'action.

Contre le chômage, pour le droit à l'emploi de tous, en diminuant le temps de travail de chacun, pour un niveau de vie dont la croissance est indispensable à la création et à la garantie de l'emploi, il n'y a vraiment pas de temps à perdre. Agir autrement signifie simplement se laisser faire, se laisser matraquer par le gouvernement des banquiers.

Michel Morel



« Les banquiers sont heureux ».

□ Micmac et morosité chez les observateurs politiques. Philippe Tesson, patron du *Quotidien de Paris* — dont le directeur de rédaction n'est autre que Robert Toubon, le frère de Jacques, secrétaire du RPR — se penche sur les cent jours et l'alternance. « *Les mots ici, écrit-il, ont un sens relatif. Socialiste, est-ce que cela signifie encore quelque chose (...)? Les données politiques du moment justifient une grande prudence, explique l'éditorialiste de la droite militante. Le changement auquel aspiraient 55 % des Français, le 16 mars, ne pouvait et ne peut être spectaculaire [sic !]. La définition du libéralisme aurait pu être plus abrupte, si la définition du socialisme l'était restée [re-sic].* »

Bref ! Au fur et à mesure que le temps passe, les différences s'estompent. Les experts en sciences politiques dits raisonnables nous expliquent froidement qu'aujourd'hui ce qui peut différencier une politique de gauche d'une politique de droite représente en gros 5 % de l'ensemble des mesures, appliquées

Gouvernement des banquiers

Derrière les formules arrondies des observateurs de l'air du temps, c'est encore le banquier Vernes qui résume le mieux la philosophie du gouvernement Chirac : « Enrichissez-vous ! »

par les uns ou les autres, et qui leur sont communes. Alors ! « Si chacun pouvait mettre à profit cette parenthèse [de la cohabitation] pour réfléchir au sens des mots et à leur contenu, l'avenir serait sans doute plus facile », conclut Philippe Tesson. Ben voyons !

On ne parlerait plus qu'idées entre citoyens raisonnables ! La différence entre la gauche et la droite, les patrons et les travailleurs, serait réduite à des différences de points de vue. Le patron d'un chantier naval re-

grettant par exemple de devoir déposer son bilan avant de se diversifier vers d'autres créneaux, et le travailleur du chantier concerné regrettant de se retrouver au chômage sans emploi... et sans possibilités d'en trouver, du fait de l'existence de trois millions de travailleurs dans le même cas.

Pouce ! Monsieur André Fontaine, directeur du *Monde* qui n'est ni à gauche ni à droite, se fend en première page d'une réflexion intitulée « *D'un isme à l'autre* » (il s'agit bien entendu du socialisme, du libéralisme, du giscardisme, etc.).

« Il y a cinq ans, la majorité des Français pensait avoir trouvé une réponse à tout (...) la déception a été à la mesure de l'illusion. La mode aujourd'hui est au libéralisme ». Reagan serait en quelque sorte le nouveau sorcier de cet envoûtement récent. En dépit de son âge et de celui de la doctrine concernée. « Un gagnant, un Tapie ou un Rambo de la politique », nous explique André Fontaine avant d'évoquer les revers de la médaille reaganienne dont le moindre n'est pas « l'appauvrissement des pauvres ».

Mais l'indifférence à l'égard des « pauvres, des dédaignés, des paumés, des humiliés (...) n'est pas le cas de tous et sûrement pas celui de Jacques Chirac ni de son ministre des Affaires sociales... », précise, prudent, le directeur du *Monde*. Avant de regretter que la politique du gouvernement actuel ait quelque raison de donner l'impression que « l'argent — y compris dans l'information — est redevenu l'arbitre de tout ».

Pardi ! Les hommes d'affaires au moins ont les idées plus claires et le verbe plus franc que nos hommes de presse les plus renommés. Écoutons un banquier, connu et bien coté : « *La France est heureusement engagée, comme l'a dit récemment le Premier ministre, dans un système de liberté qui, comme je le pense, est le seul qui puisse apporter la prospérité. Le meilleur conseil qui puisse être donné aux Français, et plus particulièrement aux chefs d'entreprise, est de reprendre le célèbre mot de Guizot : "Enrichissez-vous" : C'est le banquier Jean-Marc Vernes, PDG des sucreries Beghin-Say, qui conclut ainsi son allocution devant l'assemblée de ses actionnaires, le 18 juin dernier,*

après un exercice 1985 qui « marque un net redressement des résultats de notre société ».

Et aux chômeurs et aux pauvres, quels conseils donner ? Celui de laisser les riches s'enrichir, « car seul le profit permettra de réaliser des investissements nouveaux qui créeront des emplois », conclut le banquier. On connaît la suite... Depuis qu'existent les crises et le chômage, bref le capitalisme, ce raisonnement sert de tranquillisant patronal aux sans-emploi.

Monsieur Jean-Marc Vernes, allié de la famille Dassault et connu pour ses amitiés chiraciennes, nous rassure : nous n'avions pas rêvé. Contrairement à ce que prétend Chirac, ce gouvernement est bien celui des riches et des banquiers. Cela va mieux en le disant. Le bilan des cent premiers jours paraît ainsi beaucoup plus clair que sous la plume des éditorialistes du *Monde* ou du *Quotidien de Paris*.

Deux petits rappels historiques pour en finir avec les idées du banquier Vernes. Elles ressemblent comme deux gouttes d'eau à celle de l'économiste Jean-Baptiste Say (de la famille des sucriers que préside Vernes aujourd'hui). Celui-ci sévit au début du siècle précédent et légua les préceptes dont nous faisons les frais aujourd'hui... Quant à Guizot, ministre des Finances de Louis-Philippe, ses descendants sont connus : il s'agit de la famille Seydoux-Schlumberger. Comme quoi le monde est effectivement petit, les idées fixes, l'argent en gros toujours dans les mêmes poches, les principes identiques et rétro. Et les analystes de l'alternance ne sont que d'habiles plumitifs qui préfèrent n'en rien dire.

Michel Morel



« Enrichissez-vous »



19 JUIN

Hersant superstar



Il est des lois qui acquièrent valeur de symbole. Le texte, réglementant le régime juridique de la presse écrite, entre à l'évidence dans cette catégorie. D'abord, parce qu'adopté en catimini un 18 juin, il marque la disparition des dispositions instaurées en 1944, sous la pression de la Résistance. Ensuite, parce qu'il donne à une poignée de grands groupes, un contrôle sans limites sur les grands moyens de communication.

La philosophie générale de la nouvelle loi, François Léotard la résume d'une phrase aussi cynique qu'indécente : « *L'âme d'un journal, c'est beau comme le sexe des anges.* » Pour ceux qui nous gouvernent, les choses sont claires : tout s'achète et tout se vend. En portant le seuil de diffusion des organes nationaux détenus par un seul groupe à 30 % (contre 15 % auparavant), ils offrent à quelques requins du type Hersant la possibilité de détenir, à terme, la quasi-totalité des quotidiens. Toutes les obligations de « transparence » se voient logiquement supprimées. On permet aux journaux de ne plus disposer d'équipes rédactionnelles autonomes, légalisant ainsi des pratiques semblables à celle qui permit au *Figaro* de faire main basse sur *l'Aurore*. Enfin, l'instance de régulation (la commission Caillavet) créée par la loi de 1984 disparaît.

Bien sûr, ces mesures ne font que consacrer un état de fait. Les ordonnances de 1944 ne furent jamais appliquées. Quant aux socialistes, durant leur passage aux affaires, ils renoncèrent à promouvoir une véritable politique antitrusts. L'incroyable passivité dont ils firent d'ailleurs preuve à l'Assemblée, retirant en fin de parcours tous leurs amendements et laissant la droite voter tranquillement sa nouvelle législation, en dit long sur le consensus unifiant la « classe politique ». Reste qu'une page est désormais tournée. En acquittant sa dette à Hersant, en désamorçant la formidable pression à laquelle ce dernier se livre depuis des semaines, la majorité ouvre la porte à toutes les concentrations et au pouvoir sans partage des Citizen Kane tricolores. Libéralisme et affairisme trouvent ici leur point de jonction. Au détriment des libertés !

20 JUIN

Raison d'Etat



Extraordinaire leçon de choses que cette libération de Philippe Rochot et Georges Hansen, deux des journalistes d'Antenne 2 enlevés à Beyrouth, le 8 mars dernier. Evidemment, chacun se réjouira de cet heureux dénouement tant le chantage exercé sur les familles et le mépris de la vie affichés par les ravisseurs s'avéraient monstrueux. Faut-il pour autant apporter notre concours à l'unanimité nationale ? Faut-il se taire sur le prix que le gouvernement a cru devoir payer pour obtenir ce « succès » ?

En réalité, ces enlèvements répétés de ressortissants français constituèrent la sanction d'une orientation belliciste au Moyen-Orient. Depuis des lustres, « notre » impérialisme s'efforce de faire prévaloir ses intérêts dans cette partie du monde. Du soutien militaire à l'Irak à l'envoi de troupes au Liban, il est progressivement entré en conflit avec les projets régionaux de Téhéran. Et tout cela a débouché sur un bras-de-fer dont les intégristes chiites libanais devinrent les protagonistes directs.

Après plusieurs mois d'impasse, Chirac s'est résolu à normaliser ses relations avec l'Iran. Ne pouvant modifier son système d'alliance — l'Irak est tout à la fois un formidable débouché pour les marchands de

canon et une source essentielle d'approvisionnement pour les sociétés pétrolières —, il a choisi de lâcher du lest dans deux domaines symboliques : le règlement du contentieux financier entre les deux pays et la neutralisation de l'opposition démocratique iranienne réfugiée en France. Sur cette dernière question, la « bonne volonté » de Paris se manifesta spectaculairement par l'expulsion *manu militari* de Massoud Radjavi, le leader des Moudjahiddin du peuple.

C'est de la raison d'Etat que furent victimes les otages français. Mais c'est en usant de la même raison d'Etat que le gouvernement cherche à présent à débloquer la situation. S'il parvient à ses fins, les marges de manœuvre du Quai d'Orsay et des firmes françaises dans une région stratégique seront peut-être préservées. Mais neuf obscurs citoyens et quelques opposants iraniens auront fait les frais de ce sinistre épisode. Sans parler du droit d'asile.

23 JUIN

Méfiez-vous des amis



Les ingrats. Ce ministère ne cesse de se décarcasser pour eux. Et pourtant, les patrons font triste mine. Un sondage effectué pour le compte du RPR révèle qu'ils veulent plus, toujours plus : l'allègement des charges des entreprises, la suppression de la taxe professionnelle, l'assouplissement de la « rigidité des banques ». Comme pour noircir encore le tableau, la Bourse défaille. Le mois de juin se conclut par une baisse globale de 11,2 % des cours et par un total moyen des transactions du règlement mensuel équivalent à huit cents millions de francs (contre deux milliards le mois dernier). Pour restaurer la « confiance », le parti chiraquien vient donc de rassembler plusieurs milliers de patrons à Paris.

Toutes les promesses du monde n'y pourront cependant rien. La morosité dont fait preuve le monde des affaires reflète la conjoncture économique. Dans son dernier rapport, publié ce 23 juin, l'INSEE démontre parfaitement que le capitalisme français souffre toujours des mêmes maux. Pour ne prendre que cet exemple, toute reprise de la consommation intérieure accroîtrait l'offre étrangère sur le marché national et ce, alors que les exportations françaises ne parviennent pas à suivre la demande mondiale. Les patrons n'entendent donc pas favoriser une « relance » mais, au contraire, accentuer à tout prix leurs marges. D'où leurs exigences envers l'équipe au pouvoir. D'où également leur refus obstiné de faire redémarrer l'investissement productif. *Le Quotidien de Paris* décrit fort bien leur calcul : « *La rentabilité des fonds propres des entreprises est moindre que les placements financiers, en raison de taux d'intérêts réels toujours très élevés.* »

Le climat se dégrade d'autant plus que la coalition RPR-UDF s'appuie essentiellement sur la fraction la plus archaïque, la plus frileuse du patronat et que, dans le même temps, le CNPF se trouve confronté à l'une des plus graves crises de son histoire. Sous les effets conjugués d'une situation politique incertaine et d'un contexte économique précaire, un véritable débat d'orientation s'engage au sein de la classe dominante. La succession de Gattaz n'en est que le prétexte. En cent jours, nos libéraux auront donc révélé leur vrai visage à l'électorat populaire. Sans pour autant obtenir la confiance de ceux au nom de qui ils gouvernent.

Christian Picquet

LA BATAILLE DE L'ETE

La Normed est pour le gouvernement la société à abattre ! Il est prêt à faire des milliers de victimes.

Surproduction. Voilà le mal qui affecte l'ensemble des chantiers navals. Ceux de l'Etat espagnol, d'Angleterre ou de Suède connaissent le même sort : licenciements et fermetures. Même les samouraïs de la production intensive, Japonais et Coréens-du-Sud, sont frappés de « surproduction ». Ce n'est pourtant pas l'idéologie de Bernard Tapie qui leur fait défaut... Eux, ils veulent bien « gagner ». Mais on ne gagne pas contre une contradiction fondamentale du système économique : la crise.

La réponse consistant à maintenir les sites en l'état, à coups de subsides, représente la cible des « libéraux » au pouvoir. Alain Madelin expliquait au micro d'Europe 1, dimanche 22 juin, qu'il existait un consensus national pour admettre l'arrêt du soutien d'Etat. Consensus national ? Sans doute dans les salons parisiens que fréquente le ministre, mais certainement pas à la base,

chez les travailleurs licenciés et dans les régions à l'économie touchée.

La seule solution « libérale » consiste à licencier. Ce qui, avouons-le, ne représente pas une œuvre originale. Simplement, Alain Madelin applique à la navale la loi du système : puisque les patrons sont incapables de maîtriser leur crise, les travailleurs doivent se voir privés d'emploi, afin que les dirigeants d'entreprise ne perdent ni leurs capitaux ni leurs profits. Ainsi, la fermeture des chantiers navals n'est pas fatale ; elle n'est que la conséquence d'un système économique failli.

Madelin à l'abordage

Pour d'attentifs commentateurs, ce qu'il est convenu d'appeler « l'Etat providence » représente un archaïsme. Pensez-vous ? Trois cent mille francs par ouvrier, soit à peu près trois fois son salaire, voilà ce que

coûte l'acharnement thérapeutique sur la vie des chantiers. Donc, raisonnent nos sophistes, tout ça n'est pas rentable, coupons les subsides.

La Normed (Nord-Méditerranée), à capitaux Schneider, Usinor et Herlicq, devient la société à abattre. Des 6 870 salariés, répartis à Dunkerque, La Seyne et La Ciotat, elle ne conserverait que ceux de La Ciotat, (site passant lui-même de 2 940 employés à 1 200). Les deux autres sites verraient leurs effectifs ramenés à zéro (1 615 à Dunkerque, 2 311 à La Seyne). Voilà comment se traduit en langage capitaliste, la réduction d'un tiers de la production navale mondiale, depuis dix ans. Que les travailleurs chôment...

Puisque le seul chantier de Saint-Nazaire, les chantiers de l'Atlantique (Alsthom) pourraient fournir la production commandée en un an, les autres salariés n'ont qu'un avenir à l'ANPE. On distingue bien là la volonté de classe qui distingue le gouvernement Chirac. Il s'agit de liquider les dossiers qui traînent et d'aligner la production sur les caractéristiques étrangères, c'est-à-dire de parvenir à l'abaissement de 50 % du coût de la main-d'œuvre. Ce qu'a réussi le capitalisme japonais.

Un compromis à bord

On voit mal comment les ouvriers de la navale ne se sentiraient pas le dos au mur, acculés à lutter jusqu'au bout contre le concert des jugements qui les condamnent à disparaître. Au nom de quoi devraient-ils supporter la crise de surproduction ?

Madelin parle de reconversion. En fait, il entrevoit

la possibilité de créer des zones franches à partir des sites sinistrés. En clair, il entend s'appuyer sur une main-d'œuvre sacrifiée, aux abois, pour lui imposer sans mal une flexibilité de bord de mer, rendue incontournable par le poids du chômage.

Le patronat de la navale veut mettre la clé sous la porte et le gouvernement l'y aide. Seule désormais la lutte compte. Et surtout la lutte unie. La « guerre des sites » est une impasse totale. Que ceux d'Alsthom-Saint-Nazaire ne se sentent pas concernés par la disparition de la Normed-Dunkerque et ils verront comment le patronat sait utiliser les divisions ouvrières et l'esprit de clocher.

Le 24 juin, le comité central d'entreprise et le conseil d'administration de la Normed devaient annoncer la cessation de paiement. La lutte unie de l'ensemble des sites, menacés ou non de fermeture immédiate, doit démarrer. Madelin ne doit pas gagner.

Jean Lantier

La volonté de Madelin : imposer à une main-d'œuvre aux abois une flexibilité de bord de mer.

RTC-DREUX

UNE AFFAIRE NATIONALE

La solidarité n'en est qu'à ses prémices... Un peu d'argent et quelques témoignages. Il faut faire beaucoup plus.

□ De notre correspondant

Rouge suit, depuis le début, l'affaire de la RTC-Dreux. Des responsables syndicaux viennent d'être condamnés à payer quatre cent mille francs pour « indemniser » leurs collègues de travail, à la suite d'une grève il y a six ans (voir Rouge des 1^{er} mai et 19 juin).

Nous avons tenu, à la veille des départs en congé, à rencontrer à nouveau les militants CGT de l'entreprise. Afin de faire le point, avec eux, de la campagne qu'ils mènent contre ce jugement du tribunal de Dreux. Exemple s'il en est des attaques contre le droit de grève. Ils ont toujours besoin du soutien le plus large qui soit.

□ L'« Événement du jeudi », l'« Humanité », « la Vie ouvrière » et « Rouge » ont parlé de vous : vous êtes passés à Antenne 2, dans le cadre de l'émission « FR3 Liberté » consacrée à la LCR. L'affaire de la RTC-Dreux prend-elle

une dimension nationale ?

— Oui et nous en ressentons les premières conséquences. Au niveau de la solidarité au moins. Des chèques nous ont été envoyés d'Alençon, de Lille, de Paris et de Brest avec une pétition de la Thomson-CSF. Celle-ci proteste contre le jugement nous condamnant. Elle a été envoyée au tribunal de Dreux, à la direction de la RTC-Paris et de la RTC locale. Les camarades de la Thomson de Brest nous ont fait parvenir en même temps un don de mille francs. Mais disons tout de même qu'au plan national, nous n'en sommes qu'aux prémices de la solidarité : un petit peu d'argent et quelques témoignages.

□ Comment cela se passe-t-il au sein de la CGT, de ses instances. Quelles décisions ont été prises pour intensifier la solidarité aujourd'hui ?

— En ce qui concerne les instances, le congrès départemental d'Eure-et-Loir nous a manifesté son soutien par une collecte. Ici, sur le département, on ne

peut pas dire que cela marche très fort, sur le plan de la popularisation et de la solidarité. A Dreux, des entreprises n'ont encore rien fait. Il va falloir intervenir à la rentrée, pour relancer l'affaire, mobiliser les travailleurs à la base afin qu'ils prennent plus en charge la solidarité. Nous devons faire en sorte que celle-ci soit comprise dans la perspective des attaques contre le droit de grève.

□ Où en est l'unité syndicale ? Recevez-vous le soutien d'autres syndicats tels que la FEN, la CFDT, Force ouvrière ou cela se limite-t-il uniquement à la CGT ?

— Sur le plan du département, aucun autre syndicat, à part la FEN, n'a organisé la solidarité. Par contre, à l'échelle nationale, nous avons reçu des chèques de syndicats CFDT et des témoignages de solidarité qui devraient se concrétiser au niveau financier. Des syndicalistes CDFT ont bien compris la gravité de la condamnation et tiennent à démontrer qu'ils sont prêts



► à la combattre. Elle représente pour eux la remise en cause du droit de grève. Il faudrait aller plus loin afin que s'organise, dans les mois qui viennent, un mouvement unitaire contre toutes les atteintes aux libertés.

□ *Où en est, dans l'entreprise, la campagne de retrait des signatures de la pétition qui réclamait le paiement des salaires par les délégués syndicaux grévistes ?*

— On continue toujours. Mais c'est de plus en plus difficile. Sur les 640 signatures du départ, il en reste 320, peut-être un peu moins, car des retraits s'opèrent encore. Cette semaine, nous sommes à nouveau passés dans l'entreprise pour discuter avec les travailleurs des problèmes qu'ils rencontrent sur les chaînes, dans leur travail de tous les jours et pour discuter de l'affaire. Malgré les pressions existantes sur la boîte, nous avons réussi à obtenir deux retraits de signature et à collecter 1 400 francs de solidarité. Ce qui démontre que les travailleurs n'admettent pas notre condamnation.

Notre camarade Mohammed, par exemple, a signé au départ la pétition. Syndicaliste de la CGT aujourd'hui, il se bat avec nous. Il subit tous les jours les pressions et les sanctions du sieur Lefèvre, l'initiateur de la pétition, contre-maitre et proche du Front national. Rien n'y fait.

□ *Comme toujours, le cap de l'été risque d'être difficile à passer.*

— Toute la production de RTC sera arrêtée à la fin du mois de juin. Nous avons eu une réunion avec l'union locale CGT et nous en aurons une mardi prochain avec la coordination. Nous avons prochainement prévu de faire un filtrage sur la nationale 12. Nous l'avions déjà fait au début du mois, à l'occasion des départs en vacances. Après les vacances de juillet, nous envisageons le redémarrage des actions. Et en septembre, un grand gala de soutien.

Propos recueillis par Gérard Delmonte

Adressez vos dons à : Union locale des syndicats CGT de Dreux, 48, rue Saint-Denis, 28100 Dreux. Chèque à l'ordre de : Syndicat CGT RTC Compelec, mention solidarité, CCP 2319 80 T La Source. Toute correspondance : Syndicat CGT TRT Compelec, route de Paris, 28100 Dreux.



Pour survivre aux vacances, le mouvement doit rallier les autres privatisables.

TELEVISION

PIÈGES PAR LE MUNDIAL

La fameuse demi-finale France-RFA eu raison de la grève prévue les 25 et 26 juin, dans l'audiovisuel. Léotard peut se réjouir, mais les secteurs concernés doivent se préparer aux prochaines échéances.

Il sert décidément à tout ce Mondial. A flatter le chauvinisme et à aider Léotard à saboter la grève du personnel des sociétés de télévision. Prévue par l'assemblée générale unitaire du 20 juin, trois journées devaient immobiliser les chaînes, à dater du 25 juin, jour sacré de la demi-finale France-RFA.

Il n'était pas question pour les grévistes de couper la retransmission du match. Selon eux, soit la grève se terminait à 20 heures, soit la transmission était incluse dans le cadre du programme minimal. Précisément, la définition du programme minimal n'inclut qu'un journal d'information et un film. Donc pas de manifestation sportive.

Un feuilleton

Ce piège tendu par Léotard fonctionne contre l'intersyndicale des personnels de télévision, des artistes et

techniciens intermittents. Tout le monde s'était retrouvé en assemblée générale le 20 juin à la Bourse du travail de Paris. Les mille présents rejetaient le débat oiseux lancé par Werner, du SURT-CFDT, qui voulait prendre le match en otage, afin d'obtenir de Léotard l'ouverture de négociations.

Pour l'assemblée générale, le point le plus important consistait à réaliser la jonction avec les privatisables des autres sociétés menacées : les HLM et Thomson, Elf et les PTT. Autour de cette nécessité d'élargissement, la troisième journée du 27, décidée par la seule CGT, apparaissait comme l'occasion, pour différents secteurs, de manifester ensemble contre le projet Léotard.

Ce vendredi 27 demeure la seule date surnageant dans ce mouvement bâti comme un feuilleton. L'intersyndicale retire tout bon-

nement son mot d'ordre de grève pour les 25 et 26 juin et ne conserve que la journée du 27. Elle ne voulait pas que Léotard puisse retourner contre elle la masse impressionnante de celles et ceux qui ont envahi les rues après la victoire des footballeurs français.

Le 27 juin demeure d'autant plus esseulé que le collectif La télé est à vous vient de couler peu de temps avant sa journée programmée pour le dimanche 28. L'effet médias, dirigé de l'Elysée, a fait long feu dès que l'intersyndicale et le personnel ont repris leurs droits.

Dérobades en série

On l'aura compris, les soubresauts du mouvement de grève risquent de clore les actions suscitées par la privatisation de TF 1. Si l'intersyndicale a recouvré, peut-être tardivement, sa capacité d'initiative, le sentiment persiste que tout n'a pas été fait pour faire échec au projet Léotard. Beaucoup de temps est passé depuis le rassemblement de la tour Eiffel. Pendant que le collectif La télé est à vous tentait de capter le mouvement d'opinion, le personnel restait dans l'expectative.

C'est dire que les forces de gauche, sous l'obédience du PS, qui présidaient à sa destinée évitèrent jusqu'au bout ce terrain d'affrontement direct avec le gouvernement que représentait TF 1. Quant au PCF, plus soucieux de marquer la filiation entre la droite libérale et la social-démocratie, il ne se tourne pas vers l'affrontement avec le nouveau pouvoir politique.

Le chronomètre tourne en faveur des privatisateurs. Il a fallu du temps, beaucoup de temps, pour que l'intersyndicale, *in extremis* avant les congés payés, en pleine footmania, relance la machine.

La privatisation n'est pas jouée. Ne serait-ce qu'en raison du rebondissement probable du mouvement contre la privatisation dans d'autres secteurs. Mais un combat, dans lequel s'engagent des forces politiques ne voulant pas le mener jusqu'au bout, est un combat hypothéqué. Il était possible de pousser l'avantage contre un Léotard hésitant, pris dans le maelström des zigzags gouvernementaux.

A l'issue du dernier épisode de juin, le mouvement contre la privatisation de TF 1 doit, pour survivre aux vacances, tout faire pour rallier à sa cause les autres privatisables.

Jean Lantier

QUEL AVENIR ?

Dans la perspective de son prochain congrès, le PSU réunit, du 28 au 30 juin, une conférence nationale.

L'occasion d'un examen de conscience où apparaissent des orientations fort divergentes.

Le PSU débat en vue de son prochain congrès, qui doit se tenir à la fin de l'année. Pour préparer celui-ci, il tiendra une conférence nationale les derniers jours de juin. Les premières contributions, publiées dans 24, son hebdomadaire, font apparaître qu'autour de l'alternative, qui est au centre des discussions, s'opposent des orientations fort divergentes.

PSU or not PSU ?

La majorité de la direction oppose l'alternative à ceux qui, au sein du PSU, inclinent plus ou moins clairement vers la dissolution ou le ralliement au PS.

Le verdict des élus de Vendée est on ne peut plus clair : « S'il en était encore besoin, les dernières échéances électorales devraient mettre un point final à l'espoir chimérique d'offrir une alternative à la gauche traditionnelle. » Pour eux, dans l'attente de « la création d'une véritable force politique » (?), le recours est dans la Fédération des élus autogestionnaires. « L'autogestion » étant « un contenu qui peut encore faire recette »... une fois débarrassé d'une « étiquette trop étreinte (PSU) » !

Une force alternative sinon rien

Bernard Ravenel préconise de prendre du temps afin de créer un « maximum de consensus » autour d'un objectif : « Une décision du congrès pour la création d'une nouvelle force politique. » Pour lui, le changement de sigle est impératif, compte tenu de la double nécessité de « repenser la forme parti » et de prendre acte de l'échec du PSU. « Si la discussion, écrit-il, devient entre qui veut maintenir le parti et qui ne veut pas, cette discussion est faussée et même mystificatrice. De parti à maintenir ou à démanteler, il n'y en a plus. » Tel n'est pas, à l'évidence, l'avis des dirigeants majoritaires.



La réflexion sur l'apparition de masse apparaît réduite à la portion congrue.

Diverses contributions mettent en valeur l'attachement au capital politique que représente, même réduit, le PSU, le refus de « lâcher la proie pour l'ombre » et la nécessité de s'appuyer sur une force politique organisée pour animer les processus de recomposi-

tion. « Etant intimement persuadés, écrit Maurice Lombard, que la disparition du PSU (ou d'une quelconque autre organisation) n'accélérera en rien la mise en place de l'alternative, nous devons, de l'endroit où nous sommes (le PSU), avec notre histoire, notre

expérience, notre identité autogestionnaire, être une dynamique de l'alternative... (et non une force d'inertie !). »

Ces camarades expliquent que ladite alternative doit se frayer son chemin entre deux dangers. D'une part, celui du « repli frileux sur des certitudes groupusculaires » (Didier Claude). Ce qui, soit dit en passant, ne semble pas être une menace majeure pour le PSU. Le

« force politique indépendante de la droite et de la gauche traditionnelles » (Jean-Jacques Boislarousie). L'objectif étant de travailler à la constitution d'une « convergence » qui fonctionnerait comme une « UDF » (sic !). « Il pourrait s'agir, écrit Didier Claude, d'une "convergence permanente écologique et alternative" qui fonctionnerait sur le modèle de l'UDF, où chaque organisation garderait son sigle, ses orientations, sa liberté de penser et de dire, s'articulant à la fois sur des collectifs locaux et un conseil fédéral. Une place de plus en plus importante étant réservée aux adhérents directs et aux représentants des collectifs locaux. »

Didier Claude souligne également que « les thèmes de travail en commun ne manquent pas : contre le nucléaire, contre le racisme, pour une réduction massive du temps de travail, qui pourraient être l'occasion d'apparitions de masse. »

On peut d'ailleurs regretter que la réflexion sur ces possibles thèmes de travail en commun et d'apparition de masse apparaisse quelque peu réduite à la portion congrue dans cette discussion. Il est vrai qu'il ne s'agit que de la première phase du débat. Etape lourdement marquée par un souci plus pressant quant à la continuité même du PSU.

Francis Sitel

HARCELEMENT SEXUEL

ANTOINETTE EN PROCES

La revue « Antoinette » vient de passer en correctionnelle pour avoir dénoncé les atteintes à la dignité des employées des PTT. Ce fut en fait le procès du harcèlement sexuel.

Jeudi 19 juin s'est déroulé, au tribunal de Nanterre, le procès contre Antoinette. En janvier 1984, la revue fut en effet attaquée sous prétexte de diffamation à la suite d'un article relatant les atteintes à la dignité subies par les employées d'un bureau de poste, à Bourg-la-Reine. Chantal, l'employée victime du harcèlement sexuel de son petit chef, se retrouva inculpée en compagnie de la journaliste et de la directrice d'Antoinette, et du directeur du journal de la fédération CGT des PTT ayant publié un article sur cette affaire.

La salle d'audience du tribunal fourmillait d'employés des PTT et de syndiqués CGT, et on remarquait à peu près autant d'hommes que de femmes. Il faut dire que la fédération des PTT

avait bien fait campagne, en distribuant de nombreux tracts dans les bureaux de poste de la région parisienne. Malgré les menaces du président de faire évacuer la salle si le public se manifestait trop, de vives réactions furent à plusieurs reprises exprimées. Ce fut par exemple le cas quand le receveur, pour justifier son attitude à l'égard de la jeune employée, expliqua que cela faisait partie de son travail de se rendre sur le trajet des tournées pour « vérifier si leur tenue est correcte », ou encore que « c'était un geste paternel de sa part » d'avoir donné son numéro de téléphone personnel à cette jeune employée un peu perdue arrivant de sa ville de province.

L'équipe d'Antoinette avait décidé de faire de ce procès celui du harcèlement

sexuel. Et c'est ce qui se produisit malgré la partie civile qui dénonça la « tentative de politiser cette affaire de diffamation ». Selon elle, si le receveur a été attaqué, c'est qu'en bon professionnel, il a « remis de l'ordre » à son arrivée dans ce bureau, où le laisser-aller aurait été total, les employées ne respectant pas les horaires et les distributions n'étant pas régulièrement effectuées. Les réactions de la salle furent particulièrement vives.

La défense avait choisi de présenter comme témoins, non seulement des collègues de Chantal apportant d'autres témoignages de l'attitude du receveur, mais aussi plusieurs responsables CGT notamment des fédérations du textile et du commerce, deux professions très féminisées « où le

harcèlement sexuel des petits chefs sur les employées est une réalité quotidienne ». L'avocat lui-même a rappelé qu'il s'agissait du premier procès de harcèlement sexuel jugé en tribunal correctionnel, signe que ce sujet reste encore tabou. « Ce procès a une fonction pédagogique, devait-il déclarer. Il fallait mener une première fois ce débat, et nous l'assumons pleinement. » L'avocat devait conclure sur ces mots : « Les femmes ont gagné sur le viol, il y a moins de dix ans, avec la nouvelle loi qui élargit la notion de viol, en le reconnaissant comme étant un crime. Maintenant il faut aller plus loin, pour arriver à l'égalité totale. »

Le jugement devrait être rendu le 26 juin.

M. I.

« J'Y SUIS, J'Y RESTE »

Depuis le 16 juin, Nasser et Djida, installés dans le local des Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue (JALB), sont en grève de la faim contre les projets de Pasqua-Pandraud. Ils viennent d'obtenir le soutien de l'archevêque de Lyon et du recteur de l'Institut musulman de Paris. Djida répond à nos questions.

□ *Quel sens donnez-vous à votre action ?*

Djida — Pendant cinq ans, on a joué le jeu du dialogue et on y a cru. En travaillant sur des dossiers, on montrait qu'on espérait une justice égale pour tous. On pensait faire évoluer les choses. Aujourd'hui, le projet de loi relatif à l'immigration, par la suppression des recours éventuels à la justice en cas de mesure d'expulsion, c'est la présence d'étrangers vivant sur le territoire français qui est fondamentalement remis en cause.

□ *Pourquoi avoir choisi la grève de la faim comme moyen d'action ? On ne peut s'empêcher de penser à l'action identique entreprise par Christian Delorme, il y a cinq ans, à Lyon...*

Djida — La situation n'est plus la même. Le contexte politique a changé : on est dans le désert ! C'est la démobilisation générale du

réseau humanitaire et antiraciste, dans une situation où le projet de loi peut compter sur une « popularité » potentielle... Et puis, nous avons grandi. Nous pouvons prendre nos affaires en main nous-mêmes. Notre grève de la faim répond à une urgence : nous voulons casser le flip de la répression. Notre action se distingue d'une initiative à caractère religieux, non-violente « *J'y suis, j'y reste* » : voilà ce que nous voulons dire.

□ *Vous avez choisi de mettre en avant trois revendications ?*

Djida — Elles répondent aux piliers du texte de loi. Nous exigeons donc le maintien de l'automatisme du renouvellement de la carte de dix ans, le maintien des catégories dites non expulsables, le maintien des garanties judiciaires. Ces trois revendications concernent aussi le plus de monde, en particulier beaucoup de jeunes qui sont

visés dans leur quotidien par la loi.

□ *Vous avez confié à cinq personnalités, dont de hauts dignitaires religieux, le soin d'être vos médiateurs avec le gouvernement. Cela peut paraître surprenant.*

Djida — Non. Il ne s'agit pas pour nous d'assumer seuls un bras de fer avec Chirac. Nous avons besoin d'un juriste qui soit aussi une « autorité morale », d'où le choix de maître Berger, le batonnier de Lyon. Quant au cardinal Decourtray et au cheikh Abbas, il s'agit de nous lier à cette catégorie de la population sensible aux droits de l'homme. C'est un élément du rapport des forces.

□ *Quel soutien attendez-vous des lecteurs de Rouge et de la LCR ?*

Djida — C'est important de diffuser l'information, de montrer aux gens que c'est grave. Notre décision n'a

pas été prise à la légère. Ce n'est pas tout à fait dans nos principes de faire une grève de la faim. Notre action, on pourrait plutôt la qualifier de violente : « *J'y suis, j'y reste* ! »

Notre cri doit retentir plus fort que jamais à travers l'Hexagone ! Envoyez-nous des télégrammes. Cela soutient notre moral ! Organisez partout où vous pourrez le soutien en coordination avec nous ; nous avons du matériel et nous allons éditer un badge. Et n'oubliez pas le soutien financier !

□ *Tu as entendu parler des appels contre les lois*

sécuritaires et anti-immigrées. Nous voulons que toutes ces prises de position débouchent sur des actions convergentes, sur des initiatives communes localement en soutien à votre grève de la faim pour faire reculer le gouvernement sur ses projets de lois racistes et sécuritaires.

Propos recueillis par notre correspondant

1. Jeunes Arabes de Lyon et de sa banlieue : 25, rue Burdeau, 69001 Lyon. Tél : 78 39 78 80. Soutien financier : BCCM Lyon, AEJ souscription JALB, compte n° 066662

CONVERGER

Un mouvement d'opposition aux projets de lois « sécuritaires » et anti-immigrés se développe depuis quelques jours. Le rassemblement de SOS-Racisme, le 14 juin, en fut l'éclatante démonstration. Il y eut d'abord, dès avril dernier, l'appel pour l'égalité des droits, lancé par Nacer Kettane et Medhi Lallaoui, en prévision de la politique que mènerait la droite. Le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat national des journalistes initièrent ensuite un appel contre les projets de loi sécuritaires qui reçut le soutien de toutes les associations immigrées et antiracistes, ainsi que de nombreuses organisations politiques et syndicales. Un troisième appel vient de voir le jour, lancé par la Ligue des droits de l'homme, en compagnie d'une trentaine d'associations. Il exprime son opposition aux projets de loi concernant la réglementation d'entrée et de séjour des étrangers en France.

D'ores et déjà soutenu par les mêmes associations et organisations que l'appel précédent (notamment la FASTI, le MRAP, le CAIF, SOS-Racisme, le SAF, le SM, les deux UNEF, la JOC, le CNAL, la LCR, le PSU, etc.), et d'autres (comme le PCF et le MRG), cet appel souli-

gne les menaces pesant sur les droits des immigrés. Il lance un cri d'alarme en direction de toute la population : « *Elles [ces mesures] sont une réponse démagogique aux clameurs xénophobes et racistes et constituent une très grave régression des libertés individuelles qui concernent tous les citoyens.* »

Enfin, la grève de la faim entamée le 16 juin par deux jeunes Beurs des JALB recueille un écho et un soutien de plus en plus larges, localement et nationalement.

La convergence entre toutes ces initiatives est donc à l'ordre du jour. Tout le démontre : l'unité la plus large peut se réaliser contre des projets dont la discussion va s'étendre, au Parlement, jusqu'à la mi-juillet. Sur cette base, des collectifs unitaires se mettent en place dans les villes où se relancent, dans la perspective de mobilisations immédiates, notamment autour de la discussion des textes anti-immigrés. Aucun sectarisme, aucune querelle de préséance ne doivent empêcher que ces premières étapes décisives constituent un tremplin pour une action crescendo visant à mettre en échec les projets de loi sécuritaires et anti-immigrés. Et pour assurer au-delà le succès d'une grande manifestation nationale antiraciste au mois de décembre.



200 000, le 14 juin à la Bastille, à l'appel de SOS-Racisme. L'éclatante démonstration d'une volonté de combat.

PAS DE QUARTIER !

Balkany, jeune loup du RPR, s'attaque à la santé dans sa municipalité fraîchement conquise...

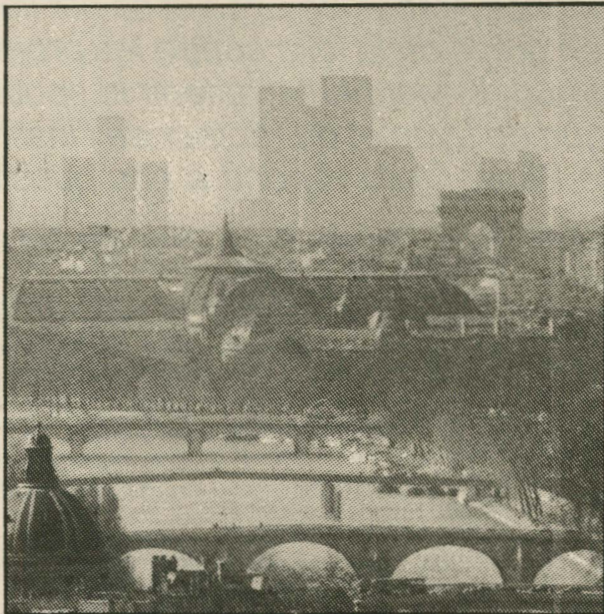
□ De notre correspondante

Levallois, une ville de 55 000 habitants, adossée à Paris. En 1983, Patrick Balkany, RPR de choc, prenait d'assaut une mairie gérée depuis dix-huit ans par l'Union de la gauche et le PC.

Le nouveau maire a appliqué depuis une politique à la hauteur de sa réputation, multipliant les attaques contre le mouvement ouvrier local, fermant la Bourse du travail, menant une chasse aux sorcières systématique, imposant licenciements et mutations de syndicalistes, s'attaquant résolument à de nombreux acquis sociaux (maison pour tous, MJC, atteinte au droit de relogement des personnes déplacées pour cause d'insalubrité des immeubles, spécialement lorsqu'elles avaient le mauvais goût d'être immigrées).

Etendre Neuilly

Tout cela se combine avec des opérations de prestige et un clientélisme clas-



A travers ses multiples coups de boutoir, l'objectif de la droite apparaît clairement : vider Paris et sa région de sa population ouvrière.

sique façon Chirac, soignant son image de jeune maire entreprenant...

A moyen terme, le projet est parfaitement clair : il vise à remplacer la population ouvrière de Levallois par une autre, plus sensible aux charmes du chira-

quisme et constituée de cadres, de professions libérales, de patrons petits ou gros. En bref, il s'agit d'étendre Neuilly ou le XVII^e vers la commune voisine, et d'assurer ainsi la réélection régulière de la droite, en même temps que

de sauvegarder de fructueuses sources de profit, à travers les nombreuses opérations immobilières projetées.

La plus grandiose de ces opérations ne vise rien de moins... que de remplacer l'actuelle usine Citroën et l'ensemble du front de Seine avoisinant, par une vaste ZAC couvrant presque le cinquième de la surface de la ville, supprimant plusieurs milliers d'emplois industriels. Balkany vient d'éditer une plaquette dans laquelle il n'hésite pas à donner la date de fermeture des usines Citroën (juillet 1987) alors même que la direction de l'entreprise n'a jamais encore annoncé officiellement son intention de fermer.

Balkany vient de lancer une nouvelle offensive en faisant voter par son conseil municipal la fermeture du Centre municipal de santé (CMS), sous prétexte que son déficit était insupportable pour la municipalité. Cette décision a été prise du jour au lendemain, sans discussion préalable avec les travailleurs ni avec les responsables du centre, sans même qu'une étude soit effectuée sur les conséquences de cette fermeture. Elle provoque trente-neuf licenciements. Pourtant, le déficit (quatre millions de francs en 1985) ne représente que 2 % du budget de la municipalité, trois fois moins que les dépenses de relations publiques, cinq fois moins que le coût de l'immense dalle qui recouvre maintenant le square de la mairie. Le mobile de cette mesure est donc encore une fois d'offrir un terrain d'action à la spéculation immobilière.

La conséquence est claire : une structure de soins remplissant un rôle réel et important dans cette ville se voit supprimée. Ses 35 000 dossiers, ses 45 000 actes médicaux pratiqués en un an donnent la mesure de

ce mauvais coup. C'est à la fois l'unique moyen d'accès à certains soins, grâce à la pratique du tiers-payant, et un complément apprécié de la médecine libérale, dont est privé une population à revenu modeste. Aucune structure de remplacement n'est actuellement prévue. Ce qui laisse, l'image n'est pas forte, les usagers désespérés à l'idée de ne pouvoir continuer leur « suivi » dans le centre.

La provocation

C'est donc comme une véritable provocation que cette décision a été ressentie à Levallois. Pour cette raison, la riposte a été rapide et massive. Le jour même du conseil municipal, deux cents personnes se rassemblaient au CMS. Un comité de défense se constituait dans la foulée, et toutes les organisations du mouvement ouvrier (PC, PS, LCR, PSU, LO, CGT et CFDT), ainsi que de nombreuses associations, lui apportaient leur soutien. Une pétition circulant dans la ville a déjà recueilli des milliers de signatures. Une conférence de presse s'est déroulée le 28 mai, précédant une grande manifestation, le 11 juin, à la mairie.

La réalisation de l'unité fut un élément déterminant pour démarrer cette lutte. Mais depuis, le PCF s'est retiré sur la pointe des pieds. Pour lui, faire l'unité avec « des petites organisations qui ne représentent rien », c'est-à-dire la LCR, et avec le PS — le représentant, pour lui, de l'austérité — n'était pas possible. Malgré les traditions d'unité qui se sont imposées depuis plusieurs luttes, la direction locale du PC a préféré ainsi rompre ce front commun. La mobilisation n'en continue pas moins. Elle est un acquis pour le futur quand il faudra se battre pour le maintien des emplois industriels et contre les opérations de rénovation.

Marie-Françoise Deleule

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Cent jours, c'est déjà trop !

Déjà cent jours de libéralisme selon Chirac. Depuis le 16 mars, l'apprentissage a été rapide. Le Premier ministre avait dit, sitôt après l'arrivée de la droite au pouvoir : « Notre nouvelle frontière, c'est l'emploi. » Parfaitement exact : le libéralisme a fait reculer la frontière de l'emploi si loin qu'au 20 juin, il établissait un nouveau record de chômage : deux millions cinq cent mille officiellement recensés.

Pour obsession : licencier

A l'heure où la France entière est suspendue aux crampons de Platini, Chirac va bon train dans la liquidation des emplois.

Alain Madelin, jeune ministre frais émoulu de l'extrême droite, vient d'annoncer, le lendemain de France-Brésil, que les subventions sont coupées pour la navale. Résultat ? Ceux de la Normed, à Dunkerque, La Ciotat et La Seyne, vont passer de 6 870 à ... 1 200.

Dans le genre « croisade providence », Madelin encourage les licenciements secs, baptisés hypocritement à Renault « congès-conversion ». Pour la première fois, la régie Renault va licencier, ce qui réjouit le gouvernement Chirac.

Ce dernier a beau dire que son gouvernement « n'est pas un gouvernement de revanche sociale... d'une classe contre une autre, des patrons contre les travailleurs », on voit mal quelle politique sociale lui permettrait de parler ainsi.

Car, en matière législative, côté social, les coups pleuvent. En tête du hit-parade, la suppression de l'auto-

risation administrative de licenciement, qui octroie aux patrons une liberté totale en la matière.

Notre obsession : la lutte unitaire

Maintenant, il n'y a plus de place pour l'hésitation. Dans le plan gouvernemental, figure en tête de liste l'accélération de la cadence des licenciements.

Aucun compromis, aucune rémission ne sont à espérer d'un tel gouvernement. Il ne comprendra que le langage du rapport des forces. Donc, celui de la lutte.

On l'a vu dans les PTT, à la SNCF, parmi le personnel de télévision : beaucoup de travailleurs se trouvent disponibles pour l'action, dès lors que celle-ci est unitaire et qu'elle permet d'exprimer un mécontentement vieux de plusieurs années.

En cent jours, Chirac a, au fond, réussi à réhabiliter le recours à la lutte, alors que la gauche l'avait anesthésié.

Eh bien, tant mieux pour nous. Tant pis pour Chirac.

L'été social ne va pas être calme. Ceux de la navale, les salariés de la Normed de Dunkerque, de La Ciotat, de La Seyne ont le dos au mur. Chirac et Madelin viennent de leur dire de disparaître parce que les chantiers ne sont plus rentables.

A nous tous de préparer une rentrée sociale digne des attaques de ces messieurs les libéraux. En cent jours, côté emploi, salaire et protection sociale, nous avons fait le tour de la question. Il est temps d'imposer l'unité ouvrière afin d'infliger à Chirac un échec.



UN ENFANT A QUEL PRIX ?

EN TÊTE

Insémination artificielle, fécondation « in vitro »... Des mots désormais courants. Mais des nouvelles techniques qui, au nom de la détresse des femmes infertiles, font du corps une véritable « machine à produire du vivant ».

On estime à environ 7 % la proportion de stérilités physiologiques irréductibles, dont 10 à 15 % de stérilités sans causes connues. Il est bien sûr difficile d'évaluer les stérilités dites psychogènes mais, à de nombreuses reprises, la dimension psychique de beaucoup de stérilités a été constatée. Derrière la banalisation des nouvelles techniques de reproduction (insémination artificielle, fécondation *in vitro*) par la presse, derrière l'image de toute-puissance affichée par les scientifiques, « nouveaux maîtres de la reproduction », que vivent les femmes qui ont recours à ces méthodes ?

La femme qui tentera une fécondation *in vitro* (FIV),

c'est-à-dire une fécondation faite à l'extérieur de son corps, devra suivre un véritable « parcours de la combattante », de plusieurs années, et cela pour une seule tentative. Il y aura d'abord une part d'arbitraire. Elle sera choisie selon des critères propres à chaque médecin. Ensuite, elle devra suivre une série d'examens. Elle aura d'abord droit à un bilan de santé et de stérilité sous coelioscopie¹ ou par échographie. La coelioscopie comporte des risques de blessures artérielles et organiques, péritonite, sans compter les risques liés aux anesthésies. On établira des dosages hormonaux, et on tentera ensuite des stimulations ovariennes par injection d'hormones.

Il est difficile d'évaluer les risques dus à l'absorption des différents produits utilisés pour accélérer l'ovulation. Mais la triste expérience, il y a quelques années, du DES (produit injecté en cas de fausse couche) et ses conséquences sur les petites filles nées après la prise de ce traitement (stérilités, cancers du vagin, malformations) sont suffisamment dramatiques pour éveiller notre méfiance. Certains scientifiques envisagent aussi des conséquences sur les chromosomes du fœtus².

« Parcours de la combattante »

L'échographie est une technique, utilisant les ultrasons, désormais banalisée. Elle n'est pas dangereuse à la fréquence utilisée dans les hôpitaux et les cliniques, mais pourrait l'être après de nombreuses utilisations. Des faits biologiques sont remarqués chez

le rat. Et il existe potentiellement des risques d'altération cellulaire.

On établira une programmation stricte de l'ovulation, avec blocage et prélèvement une heure après. Enfin, les ovules seront recueillis par ponction sous coelioscopie et échographie. Le prélèvement des ovules par échographie se fait après que la femme aura absorbé de fortes doses de morphine, pour atténuer les très fortes douleurs engendrées par cette technique. On a observé des cas de perforation d'organes (vessie, ovaires) pouvant entraîner, dans des cas extrêmes, la mort.

Ce « parcours de la combattante » n'est pas clos avec l'accomplissement de la fécondation tant désirée. 65 % des accouchements faisant suite à une FIV nécessitent une césarienne ; dans 40 % des cas, l'enfant à naître se présente par le siège ; dans 12 à 20 % des cas, il s'agit de jumeaux (la moyenne générale s'élève à 8 %). Par ailleurs, on a remarqué des ménopauses précoces dues à la baisse du capital ovarien. Faut-il préciser qu'au terme de ce parcours, il n'y a que dix élues sur cent. Alors que l'équipe scientifique avait fait renaitre l'espoir, 90 % des femmes connaissent un échec, dont les conséquences psychologiques paraissent incommensurables.

Quel choix ?

L'ensemble de ces constats a suscité des prises de position critiques des féministes à propos de ces

technologies. Un réseau international (FINRAGE), regroupant à ce jour plusieurs centaines de femmes de douze pays différents, s'est constitué en 1984. Elle a plusieurs objectifs :

— La diffusion de l'information sur les recherches scientifiques concernant les NTR (nouvelles techniques de reproduction). Cela concerne les inséminations artificielles, la fécondation *in vitro*, le transfert d'embryons, les diagnostics prénataux, le génie génétique, le clonage, les placentaux artificiels.

— L'étude des implications de ces pratiques quant à la situation socio-économique des femmes, la qualité de leur vie, les structures familiales.

— L'échange et la collecte d'informations sur les politiques démographiques internationales et la discussion de stratégies alternatives pour les femmes.

Le FINRAGE est à l'initiative d'une première conférence internationale, en Suède, en juillet 1985, et de l'organisation d'une session spécifique à la Conférence de Nairobi, l'été dernier. En mars 1976, le réseau a réuni une contre-audition d'experts européens, lors de la réunion du Parlement européen.

En France, un réseau féministe d'information et de réflexion sur les nouvelles techniques de reproduction (FIR-NTR), en liaison avec le réseau international, a été mis en place en mars 1986. Ce réseau regroupe des femmes appartenant à différents groupes et associations féministes. Face aux instances officielles, comme le Comité national d'éthique, le Colloque génétique, Procréation et droit, ou le Colloque bio-éthique qui réduisent au minimum l'expression du point de vue des femmes, le FIR-NTR réaffirme le droit de ces dernières à disposer de leur corps. Il refuse l'exploitation du corps des femmes à des fins expérimentales, notamment dans le tiers monde et s'oppose à la discrimination entre femmes.

Catherine Pauzat

1. Pratiquée sous anesthésie générale, elle permet le prélèvement des ovocytes au moyen d'un tube éclairant introduit dans l'abdomen par une incision pratiquée au niveau du nombril.
2. Professeurs Rothman, professeur Wagner. Interview à TF 1, mardi 3 juin 1986.

Les nouvelles techniques font appel à des processus de type industriel.



L'ANALYSE DU FINRAGE

Le FINRAGE a émis l'hypothèse critique que les « nouvelles techniques de reproduction » (NTR), présentées comme solutions à la détresse des femmes infertiles et comme nouveaux choix pour les femmes, soient mises en place pour établir une nouvelle forme de contrôle social sur les femmes.

En effet, la catégorie des femmes concernées par la FIVETE « fécondation *in vitro* et transfert d'embryons » s'élargit de plus en plus. D'autre part, ce procédé permet d'améliorer la « qualité » de la procréation ; et le procédé dit « *Flushing embryo* » pourrait permettre, de manière routinière, d'examiner les éventuels défauts des embryons, de les mani-

puler, voire d'en choisir le sexe.

Le sexe féminin ne risque-t-il pas d'apparaître comme l'une des principales anomalies, lorsque l'on sait qu'en matière de choix du sexe de l'enfant, une très forte préférence va vers le sexe masculin pour le premier enfant, et amène à vouloir éliminer les filles dès avant leur naissance.

Ces techniques visent donc à la réalisation d'une population parfaite. Elles font appel à des processus de type industriel où le corps des femmes devient manipulable selon des logiques techniciennes et productivistes. Le corps des femmes devient dès lors une véritable « machine à produire du vivant ».



CENTRALE CHERCHE SITE

Malgré un dimanche pluvieux, ce sont environ cinq mille personnes qui ont manifesté contre le nucléaire, le 22 juin à Saint-Jean-du-Doigt (six cent cinquante habitants) dans le Finistère. Manifestation bon enfant, en bord de mer, sur la route de la corniche.

En tête, une quarantaine de tracter, ornés de pancartes aux slogans sans appel. Suivaient les manifestants, parmi lesquels les enfants étaient fort nombreux. A remarquer, un imposant cortège regroupé derrière la banderole du CLIMA de Plouézec, ainsi que de nombreuses pancartes de Plogoff. Dans le même temps, une vingtaine de bateaux de pêche et de plaisance convergeaient par la mer, vers le site. Là, les responsables du comité de défense de Saint-Jean et le maire procédaient à l'inauguration d'une stèle

dédiée aux victimes du nucléaire. Puis, après un lâcher de ballons, la manifestation rejoignait le bourg de Saint-Jean où les attendaient les stands des comités et un podium où devaient se produire, entre autres, Glenmor et Yvon Etienne.

Alors que les communes de Plouézec et de Saint-Jean-du-Doigt ont maintenant refusé catégoriquement l'implantation d'une centrale nucléaire (voir *Rouge* n° 1214), cette manifestation a permis aux antinucléaires de proclamer haut et fort leur détermination à s'opposer au choix de tout autre site.

Et c'est capital, au moment où la CCI de Saint-Brieuc confirme son intention de trouver une nouvelle commune qui soit preneuse d'une centrale !

POLLUONS FRANÇAIS

Le gouvernement ouest-allemand refuse de publier deux rapports confidentiels sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire française de Cattenom, pas encore en fonction et qui doit utiliser les eaux de la Moselle. Le ministre sarrois de l'Environnement, Jo Leinen, membre du SPD, demande que soient communiqués au public le rapport de l'EDF et la contre-expertise du TÜV (service des Mines ouest-allemand).

Sur la base de ces rapports, la radio sarroise a affirmé que Cattenom présentait des risques d'incident cent fois plus élevés que les centrales de RFA.

MEXIQUE DEFENSE D'EN PARLER

Au Mexique en ce moment, mieux vaut parler football que dette extérieure.

Est-ce parce que le ministre des Finances, Jesus Silva Herzog, était sur les rangs de la course à la présidence ? Ou parce qu'il n'était pas d'accord avec Miguel de la Madrid sur le ton à adopter face aux créanciers internationaux ? Toujours est-il que le principal artisan de la politique économique du Mexique depuis 1982 a été « démissionné » le 18 juin.

Il semble avoir fait les frais des difficultés que rencontre le gouvernement mexicain pour parvenir à un accord avec le FMI. Comme d'habitude, cet accord prévoit un « prêt de secours » (d'environ huit milliards) destiné à permettre au pays d'honorer ses engagements début juillet, c'est-à-dire de rembourser une partie des intérêts d'une dette de 98 milliards. Et comme d'habitude, cet accord doit être assorti d'un plan d'austérité draconien.

C'est au successeur de Jesus Silva Herzog qu'il reviendra d'en porter le chapeau. Le nouveau ministre des Finances, Gustavo Petricoli, est par ailleurs directeur de la Banque financière du Mexique. Les créanciers internationaux peuvent respirer : Mundial ou pas, le mot « moratoire » n'est jamais sérieusement envisagé par les gouvernants mexicains.

COURTS...



... METRAGES

ING MAINTENIR LE REMBOURSEMENT

Le Mouvement français pour le planning familial vient de prendre l'initiative d'une pétition pour la défense d'un droit cherement acquis : « Le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse est menacé. L'Assemblée nationale en décidera avant cet été (...) » Pourtant, depuis le remboursement de l'IVG, le montant des avances est en diminution, la contraception est en progression. Le remboursement de l'IVG a fait disparaître l'avortement clandestin et a supprimé le trafic financier. Aujourd'hui, dans la précipitation et contre l'opinion de 67 % de la population, une mesure de justice sociale d'être supprimée. Demain, le droit à la contraception et à l'IVG qui permet à chaque femme de choisir librement ses maternités va-t-il être aussi remis en question ? Défendons nos droits ensemble. »

Les pétitions sont à renvoyer au MFPP, 4, square Sainte-Trénée, 75011 Paris. Tél : 48 07 29 10.

BREST GREVES SANS UNITE

Les syndicats de l'arsenal ont de nouveau appelé à une grève de quatre heures le 18 juin. FO, la CFDT, la CFTC et le syndicat des chefs d'équipe ensemble, la CGT de nouveau seule, malgré l'avertissement du 12 juin. Résultat, débrayage plus important que le 12 juin, mais beaucoup moins aux manifestations. 1 500 avec les syndicats unis, 300 avec la CGT.

A EDF-GDF, la CGT n'avait pas appelé à la grève nationale confédérale le 12 juin, se contentant d'une assemblée de ses adhérents. Décision avait été prise de contacter les autres syndicats pour envisager une action commune. Résultat, une grève unitaire de quatre heures le 18 juin à l'appel des cinq syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC), un meeting commun à Brest et Morlaix et 80 % de grévistes, chiffre jamais atteint depuis plus de quinze ans. Personne n'envisage dans cette situation de mener des actions séparées. On a décidé de préparer déjà les actions de la rentrée. Les délégations aux directions et à la sous-préfecture ont été unitaires.

Daniel Schroeder, un membre présumé du GAL, cette organisation terroriste dont le principal objet est d'abattre les militants ou sympathisants de la cause nationaliste basque, vient d'être arrêté... une seconde fois. La première fois, il avait été remis en liberté après avis de la Cour de cassation, qui estimait qu'il y avait eu vice de procédure lors de son arrestation. La police avait filé l'un de ses complices pour arriver à démanteler une partie du réseau.

CHALANDONNETTES EN PROCES

Albin Chalandon, actuel ministre de la Justice, était en 1972 ministre de l'Équipement. A son palmarès, on doit inscrire la privatisation des autoroutes et aussi une casquette à qui la postérité a accolé son nom : les « chalandonnettes ». Ces logements sociaux étaient conçus pour permettre l'accès à la propriété des Français à revenu modeste. On construisit ainsi 386 pavillons dans la ZAC Malartic à Gradi-gnan. L'ennui est que les soucis d'économie avaient abouti à un monceau de défectuosités : poutres déformées, cloisons décollées, absence d'isolation phonique, etc. Mercredi 11 juin, la septième chambre du tribunal de grande instance de Bordeaux, bondée, a commencé l'examen du recours de soixante et onze propriétaires qui n'ont pas encore obtenu satisfaction. Pas de doute que le garde des Sceaux veillera à une juste réparation...



Albin Chalandon

A EN PLEURER

COQUELUCHE

Coqueluche a cassé sa pipe. Et son jouet. Fini. Déjà, les éditeurs sont sur le coup, après *Paris-Match* et *Jours de France*. Les obsèques de Coqueluche, cela vaut de l'or. Ce n'est pourtant que de l'ordinaire : un mec se viande, en tournant le poignet droit de trente degrés de trop. La dernière façon de s'éclater : la plus barbare, la plus scatologique, la plus obscène. Coqueluche est mort, bien dans sa manière.

Et, drôle de manière. Le genre gras double. La dérive graisseuse. « C'est l'histoire d'un mec... » : l'histoire d'un mec qui s'est identifié à son rôle, qui s'est pris à ressembler à son beauf, tellement fort que les beaufs ne l'ont plus laissé échapper. Eux, au moins, n'ont jamais pris la séquence quotidienne des « enfoirés » pour une tranche d'humour : seulement une tranche de risette, grasse comme une tranche de rillettes.

Et la petite gauche parisienne, molle comme une chique, se pique d'en rire, mais au second degré seulement, car le premier est réservé au bon peuple. Il paraît, en effet, que l'humour-prouet et la vanne-zizi ne sont pas le signe d'une régression collective, mais d'une prodigieuse émancipation sociale : parce qu'enfin on ose s'identifier à un mec dont l'ambition est de pêter à l'Elysée ; Coqueluche, c'était la fin des tabous et le début de la liberté. CQFD.

Les nouveaux snobs, fascinés par la pratique monarchique de Mitterrand, avaient besoin d'un bouffon. Grâce à Coqueluche, on pouvait être du côté de l'ordre établi, et du côté des rieurs en même temps... Oui, Serge July avait sûrement besoin de Coqueluche. L'inverse est moins sûr. Finalement, le plus malin n'est pas celui qu'on croit.

Nicolas Jeanson

Environ deux mille personnes ont manifesté, le 24 juin, à Paris, contre les attaques gouvernementales visant le CNRS.

L'ensemble des syndicats appelaient à cette manifestation, du SGEN-CFDT au SNTRS-CGT, en passant par des syndicats de la FEN comme le SNESUP ou le SNCS. Reçue au ministère de la Recherche, une délégation s'est entendue répondre que « dans l'avenir, le concept de CNRS continuera à exister ».

La COFAZ, depuis un an sous contrôle du trust norvégien Norsk-Hydro, vient d'annoncer son intention de fermer son usine d'engrais, la Socadour. La perspective du groupe norvégien, lors du rachat de la COFAZ, était ouvertement de couper les « branches mortes », avec l'aval du gouvernement d'avant le 16 mars. La nouvelle ne surprend donc pas. Aucun volet social et autres propositions de reconversion du site ne seront proposés contrairement aux engagements pris par les principaux actionnaires de la COFAZ avant sa vente : Paribas et Total.

AERONAUTIQUE CHAUD DEVANT !

Le blocage des salaires ne convient pas aux travailleurs de l'aéronautique : la SNIAS (avions) et la SNECMA (moteurs) étaient en grève le 19 juin. A la SNECMA, on a inventé une nouvelle forme de lutte : la manifestation inter-centres. Sur la base de grèves tournantes ou d'assemblées générales à l'intérieur d'un établissement, les travailleurs organisent une manifestation dans un centre voisin. La coordination des organisations syndicales est évidemment indispensable pour réussir. L'unité d'action syndicale aussi.

A la SNECMA-Villaroche, la CFDT a oublié un matin d'appeler à une assemblée générale. Résultat : moitié moins de travailleurs en lutte. Les délégués CGT et CFDT se sont tous fait tirer les oreilles. C'est une des tâches des révolutionnaires de permettre l'expression de cette volonté unitaire face à des directions syndicales qui attendent la première occasion pour se tirer dans les pattes. 3 500 travailleurs en manif : ça a un certain look ! Les travailleurs de Villaroche, après avoir bloqué la RN7, ont visité le centre SNECMA de Corbeil. Corbeil leur a rendu la politesse le 19 juin. On est sorti de la lutte centre par centre, pour agir au niveau du groupe. Le pas supplémentaire serait de manifester dans les villes voisines. Histoire de montrer à la population, aux travailleurs des PME, que la classe ouvrière descend dans la rue.

Après les vacances, la rentrée devrait être chaude dans l'aéronautique.

KRIVINE AU PAYS BASQUE

Dans le cadre de la campagne électorale ouverte dans tout l'Etat espagnol, la LKI (section basque de la LCR de l'Etat espagnol) a invité notre camarade Alain Krivine à tenir une série de réunions publiques. La LKI comme l'EMK (section basque du Mouvement communiste) appellait à voter pour Herri Batasuna.

Mercredi 18 juin, notre camarade participait donc, à Bilbao, à un meeting regroupant environ 350 personnes. Le matin, il avait donné une conférence de presse à San Sebastian.

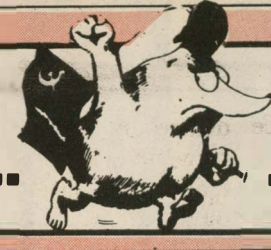
Jeudi matin, la LKI organisait une conférence de travail sur le mouvement syndical en Europe, ouverte à des délégués ouvriers. Cette réunion qui s'est tenue à Eibar rassemblait environ 90 militants. Le soir, un meeting se tenait à Pampe-lune avec 240 participants. Toutes ces réunions témoignent de la force de l'implantation significative de la LKI dans le mouvement ouvrier basque.

Composée à l'origine sous la dictature franquiste, d'une scission de l'ETA (ETA VI), la LKI a une longue tradition de combat et ses militants sont aujourd'hui reconnus aussi bien dans les entreprises que dans le mouvement anti-OTAN, le mouvement des femmes ou le mouvement nationaliste.

Notre camarade Alain Krivine a pu avoir à l'occasion de son voyage des discussions avec des dirigeants d'Herri Batasuna et du MKE. Ces discussions, comme les reportages dans la presse, ont porté essentiellement sur la situation de plus en plus précaire en France des réfugiés basques et la nécessaire solidarité à leur apporter. Rappelons que dans le reste du pays, la LCR et le MC appelaient conjointement à l'abstention, considérant que ni la Gauche unie, ni le PSOE au pouvoir ne défendaient véritablement les intérêts des travailleurs.

Toujours de haute volée, le dernier *Minute* s'en prend aux brigadistes du comité de solidarité avec le Nicaragua d'Orly qui travaillent actuellement à Aeronica. Ce que ces rats ne digèrent pas ? Que des employés utilisent leurs réductions sur les vols aériens pour aller pendant leurs vacances donner un coup de main au Nicaragua...

COURTS...



... METRAGES

CAMP INTERNATIONAL DE JEUNES - CAMPEGGIO DELLA GIOVENTU INTERNAZIONALE - CAMPO DE JUVENTUD - INTERNATIONAL JUGENDLAGER - INTERNATIONAL YOUTH CAMP

JCR
9 rue de Tunis.
75 011 Paris.



Du 12 au 19 juillet - Corrèze

CAMP D'ETE DES JCR

Débats, rencontres et loisirs ! Les JCR organisent leur troisième camp international de jeunes du samedi 12 au vendredi 18 juillet. Des dizaines de commissions, de tables rondes pour discuter de ce qui doit être fait contre le racisme, l'apartheid, le chômage, etc.

Trois meetings avec les représentants de la SWAPO, les Jeunes-ses sandinistes et aussi les traducteurs en français de *Tête de turc*, le livre de Gunter Walraff sur l'exploitation des immigrés en RFA.

Et tous les jours, des ateliers de karaté, de chant, de volley... Le décor de tout cela : en Corrèze, sur un plateau situé à huit cents mètres d'altitude. Alors, à vos tentes et duvets. N'oubliez pas non plus les couverts pour la bouffe et le casque walkman si possible pour les traductions simultanées... Tout le monde n'est en effet pas obligé de connaître le suédois, le portugais, l'américain ou le japonais.

Conditions d'inscription : 250 francs d'arrhes à verser dès maintenant, chèques à l'ordre de G. Creac'h, à envoyer aux JCR, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. 250 francs à verser à l'arrivée au camp (12 au 19 juillet). Camp situé à Peyrrelevalde (80 kilomètres de Limoges. Gares : Bugat et Meymac) Venir avec tentes et duvets.



Le site du camp de Peyrrelevalde, en Corrèze

COURTS...



... METRAGES

LES AMIS DE L'APARTHEID

Le bureau de l'Assemblée nationale vient d'agréer le groupe parlementaire d'amitié France-Afrique du Sud. En 1981, le groupe qui existait auparavant s'était vu refuser son agrément au profit d'un groupe d'étude sur l'apartheid. Avec le retour à une majorité de droite, le lobby parlementaire pro-sud-africain se trouve encouragé. A sa tête se trouve Albert Brochard (UDF, Deux-Sèvres) qui trouve que « en quinze ans l'Afrique du Sud a fait des progrès considérables » au nombre desquels il cite celui-ci : « Aujourd'hui, les Noirs ont le droit de monter dans le même bus que les Blancs. » Fantastique non ?

Papy Brochard trouve pourtant encore plus fort. Jacques Soustelle se console ainsi de la défaite de l'OAS en espérant la victoire de Botha. Voilà qu'il se livre dans le *Figaro* du 24 juin à une resucée de la propagande du régime de l'apartheid. Il faut soutenir Botha qui a pratiquement aboli l'apartheid et défend son pays et l'Occident chrétien contre les menées terroristes de l'ANC, création du KGB, et surtout ne pas mettre en œuvre des sanctions qui pénaliseraient avant tout les Noirs de la région. Drôlement convaincant ! Les sanctions sont massivement réclamées par la population noire et ses organisations. En Europe — y compris dans les rangs conservateurs britanniques —, cette idée se développe. En fait de réformes, on voit comment Botha gouverne : à coups d'état d'urgence, de censure de la presse, d'arrestations massives, en autorisant la détention sans procès durant cent-quatre-vingts jours. Pour une réforme, ça c'est une réforme !



Alan Garcia

KANAKY : QUI JUGE QUI ?

A Nouméa, s'est déroulé le procès des inculpés de la fusillade du 10 janvier 1983, à Koinde. Ce jour-là, deux gendarmes sont morts et plusieurs ont été blessés. La cour d'assises de Nouméa a jugé aujourd'hui dix-sept Kanaks pour des chefs d'inculpation allant de l'assassinat (c'est le cas de Sylvestre Nemoare), de la tentative d'assassinat (Robert Cimoa, Pascal Nemoare et Jean-Pierre Ninduma) à la participation à un attroupement armé.

Pour le *Figaro*, la cause est entendue : « Rescapés de l'embuscade — ou

deux d'entre eux sont morts —, les gendarmes expliquent qu'ils remplissaient une mission sans les moyens nécessaires. » Mais ce journal se garde bien de mettre en lumière les agissements de certains protagonistes.

Tout d'abord, Louis Barbou, un forestier venu exploiter à n'importe quel prix les forêts entourant les tribus de Koinde et Ouipoin et ensuite les autorités coloniales.

Durant quatre ans, Barbou bafoue le contrat signé avec les deux tribus, il fait abattre des arbres hors de la zone où il est autorisé à le faire, il pollue la

rivière. Les plaintes déposées par les habitants des tribus restent sans effet. La municipalité de la Foa, dominée par les colons, soutient Barbou. Aussi, le 18 novembre 1982, les habitants de Koinde et de Ouipoin bloquent-ils le matériel de Barbou tout en poursuivant la négociation pour obtenir le paiement de dommages et intérêts.

A 4 h 30 du matin, le 10 janvier 1983, les camions de Barbou escortés par les gendarmes mobiles, appuyés par des hélicoptères, viennent récupérer le matériel retenu. Sur le chemin du retour, le convoi s'arrête face à une

dizaine d'hommes qui veulent voir Barbou. Les mobiles chargent alors et lancent des grenades sur tout ce qui bouge, même à l'intérieur des maisons où se trouvent des gosses.

C'est ce contexte d'affrontements violents que la presse de droite veut faire oublier. C'est cette provocation de l'administration, presque banale en Kanaky qu'il aurait fallu juger mais cela, évidemment, la justice coloniale ne l'a pas fait. Verdict rendu ! Pascal Nemoare a écopé de deux ans et Sylvestre de dix pour homicide volontaire et... prémédité !



Tous les moyens sont bons contre l'ennemi de l'intérieur.

TUNISIE : SYNDICALISTES HORS LA LOI

Le congrès du parti au pouvoir s'est ouvert la semaine dernière. Ordre du jour, la succession de Bourguiba. Ambiance ? Tranquille : le paysage politique s'est tellement éclairci depuis que le principal adversaire du gouvernement, le syndicat UGTT, est mis au pas !

Des centaines de militants en prison depuis plus de six mois, des syndicalistes qui croupissent dans leur cellule sans être remis à la justice (il n'existe aucune loi en Tunisie qui réglemente le délai de garde à vue), voilà le cadeau que la centrale syndicale a reçu pour son quarantième anniversaire. Le cœur des militants n'est donc pas à la fête. Depuis août dernier, les coups pleuvent sur la centrale, le pouvoir destourien entend la mettre à genoux.

Ce n'est pas la première fois que l'Union générale des travailleurs tunisiens (l'UGTT) se retrouve la cible du pouvoir. En 1978, une première vague de répression a même fait des dizaines de morts dans les rangs des syndicalistes. Mais cette fois le gouvernement ne se contente pas de frapper dur. L'attaque frontale se conjugue avec des coups bas et un travail de sape. Redoutablement efficace !

Bourguiba ouvre les hostilités en août dernier, au moment où le régime libyen voisin ne trouve rien de mieux pour résoudre ses difficultés économiques, que d'expulser les travail-

leurs tunisiens. Au même moment, en Tunisie, une série de grèves mobilisent le secteur public. Bourguiba dénonce « l'ennemi de l'intérieur qui, allié à Khadafi, veut conduire le pays à la ruine ». C'est l'UGTT, seul syndicat à organiser la classe ouvrière tunisienne, qui est bien évidemment visé.

« Ennemi de l'intérieur »

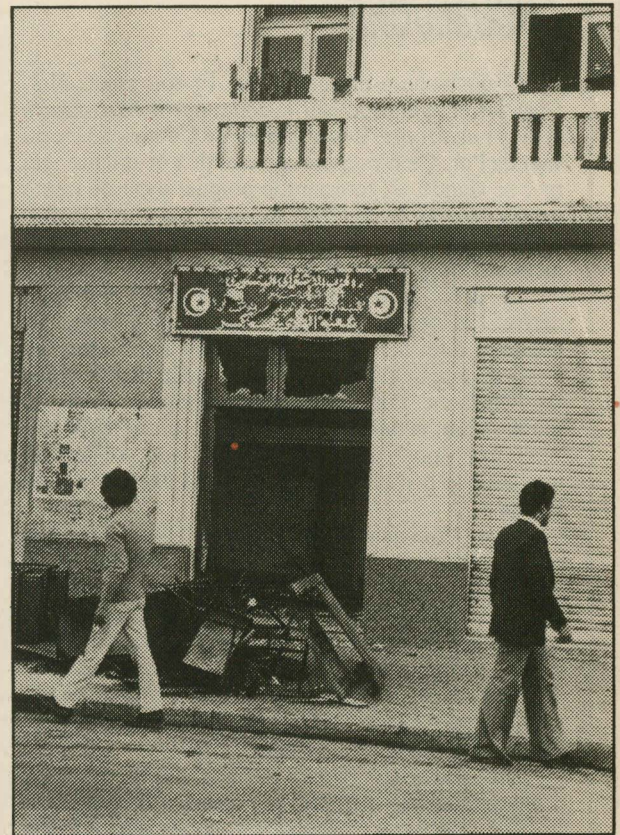
Le dirigeant de la centrale, Habib Achour, a beau démentir tout lien avec le colonel de Tripoli, rien n'y fait. Bourguiba feint de ne pas voir que la centrale a été la première à protester contre les expulsions, à solliciter la solidarité d'instances comme le Bureau international du travail. L'UGTT a enfin, sur le terrain, conduit quelques initiatives avec la Ligue des droits de l'homme et des associations d'immigrés tunisiens.

Cette affaire de complot est trop belle pour le gouvernement. Depuis deux ans, il cherche à mettre un terme au conflit latent qui l'oppose au syndicat. C'est le seul prétexte qu'il a pu trouver. Le dispositif de

guerre se met progressivement en place. Au début, il ne s'agit que d'escarmouches. En juillet 1985, le journal de l'UGTT est suspendu pour six mois. Motif ? *Ech Chaab*, c'est le nom de l'organe de la centrale, a publié le seul article de toute la Tunisie qui ose dénoncer la nouvelle hausse du prix du pain, alors que la récolte de blé a été exceptionnelle. L'UGTT appelle à une série de grèves.

Epreuve de force

La riposte de Bourguiba est terrible. Il revient sur un acquis syndical vieux de trente ans : la retenue à la source des cotisations syndicales est interdite. C'est la première fois depuis 1957 qu'un gouvernement ose



Le local d'une cellule du Parti destourien, saccagée lors d'émeutes à Tunis.

Au même moment, une campagne de presse est lancée contre l'UGTT. Les organes du Parti socialiste destourien dénigrent à longueur de journée les dirigeants de la centrale. La télévision et la radio se relaient pour dénoncer leurs prétendues menées insurrectionnelles. C'est la guerre des ondes. Une guerre unilatérale : privé de son journal, l'UGTT n'a aucun moyen de répondre.

L'UGTT, cependant, n'a encore rien vu. Les grandes manœuvres commencent à la fin du mois d'octobre. Les médias officiels se mettent à arguer de réactions populaires hostiles au syndicat « fauteur de troubles ». En fait, ce sont les cellules

du Destour qui bombardent les rédactions de communiqués vengeurs. Ces cellules vont être les chevilles ouvrières de l'offensive. Leurs militants s'instituent « syndicalistes honnêtes » et pour justifier leurs dires, avancent leur activité dans les usines : dans la majorité des entreprises privées ou publiques se trouvent en effet des cellules de parti, qui ont toujours rivalisé avec la section syndicale.

« Syndicalistes honnêtes »

La propagande anti-UGTT atteint des sommets, les calomnies fusent de tous

VOIE LIBRE POUR LE FMI

Le démantèlement de l'UGTT n'est pas seulement une mesure politique du parti au pouvoir. Il élargit aussi les marges de manœuvre des faiseurs d'austérité.

La Tunisie subit le cercle vicieux de la dépendance. Ses revenus d'exportation (le pétrole, le phosphate) ne cessent de diminuer alors que le pays est obligé d'importer la majorité de ses biens de consommation (y compris les denrées alimentaires).

La dette extérieure du pays a presque atteint l'an dernier la moitié du revenu national. Le Fonds monétaire international a fait diligence en recommandant ses

recettes habituelles : réduction draconienne de la consommation des Tunisiens et blocage des salaires pour améliorer la compétitivité des exportations.

Le résultat n'a, hélas, rien de surprenant : entre 1983 et 1985, le pouvoir d'achat s'est au moins réduit d'un tiers et le chômage touche 20 % de la population active.

Jusqu'en 1984, l'UGTT a essayé de négocier. Elle n'a pu empêcher la suppression de l'échelle mobile. Et elle tentait de s'opposer à la dernière trouvaille de Mzali, lier les salaires à la productivité, lorsque le pouvoir a préféré mettre fin à toute politique contractuelle et est passé à l'attaque.

côtés. Malversations, détournement de fonds, aucune accusation n'est éparignée à Habib Achour et aux autres dirigeants de la centrale. Les « syndicalistes honnêtes » du PSD ne se paient pas seulement de mots. Il leur en faut plus. Il en faut surtout plus au pouvoir. Les cellules du parti se transforment alors en commandos qui, protégés par les forces de l'ordre, attaquent les locaux du syndicat.

« Le scénario est toujours le même, précise un responsable de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UITT), la police intervient pour préparer le terrain, occupe les locaux, arrête quelques militants, les inculpe pour les motifs les plus fantaisistes. Puis, les "bons syndicalistes" arrivent, et démocrates comme ils le sont, constituent des comités provisoires. »

Les premières victimes de ces procédés sont les unions locales les plus faibles, les moins prêtes à résister à un tel coup de force. Mais la floraison des comités provisoires ressemble à un raz de marée. Les premiers se constituent le 30 octobre. Et le 21 novembre, alors que la majorité des unions régionales sont déjà liquidées, un bureau de coordination des comités prétend remplacer l'appareil légitime de l'UGTT.

On ignore le nombre exact de militants qui ont été arrêtés au cours de ces événements. Maître Baudouin, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, s'est rendu sur place et n'a même pas pu, malgré ses contacts, s'en faire une idée. Il n'a été reçu par aucun officiel si ce n'est, *in extremis*, avant son départ, par le ministre de l'Équipement. Quelques minutes d'entretien au cours desquelles l'avocat a eu droit à une description apocalyptique des méfaits de l'UGTT.

Peur des débordements

La riposte des militants légitimes ne semble pas avoir été à la hauteur. De peur des débordements, la majeure partie de la direction, décapitée par l'arrestation de son leader Habib Achour, tente d'abord de négocier. Le 8 novembre, Achour est mis en isolement administratif, une invention juridique du gouvernement sans aucun fondement légal. Mais le lendemain, ce qui reste du bureau exécutif ne voit pas d'inconvénient à rencontrer le ministre du Travail et à nommer un nouveau secrétaire général, en remplacement d'Achour, Sadok Al-

louche, un homme effacé mais néanmoins bureaucrate. Le bureau exécutif attend de lui qu'il débloque la situation. On compte sur les bonnes relations qu'il a su par le passé nouer avec le Premier ministre, Mzali.

Le gouvernement donne l'impression de jouer le jeu quelque temps. Comble d'illusion : un accord est signé le 4 décembre, sur la « normalisation syndicale ». Le bureau exécutif obtient, du moins le croit-il, l'évacuation des locaux par les milices destouriennes, la libération des militants emprisonnés, la levée de la mesure qui frappe Habib Achour.

C'est la trêve. La manœuvre sert en partie à désamorcer les réactions de la base syndicale. Les bastions les plus combattifs, notamment les mines de Gafsa, font grève. L'université aussi riposte, le syndicat des enseignants du supérieur représente traditionnellement une sorte de gauche syndicale au sein de l'UGTT.

Le répit ne dure guère. Quinze jours plus tard, l'offensive repart de plus belle. Achour est transféré dans une prison. Il est aussitôt traduit en justice et jugé à huis clos pour une prétendue affaire de malversation. Le siège central de l'UGTT à Tunis est investi le 21 janvier par la police. D'autres procès marquent les deux premiers mois de l'année. Le gouvernement achève son œuvre en accordant le droit aux comités provisoires de convoquer un congrès extraordinaire de l'UGTT. Ce congrès fantôme se tient en avril. Il se déroule sous la présidence d'un membre du bureau politique du parti au pouvoir mais aussi... d'un leader de l'union patronale.

Sans UGTT, aucune force politique n'est en mesure de proposer une alternative crédible. La centrale fournissait une base militante aux divers partis d'opposition reconnus. Sans elle, les formations politiques ont les jambes coupées, en sont réduites à livrer des batailles de communiqués. En outre, la répression ne les épargne pas non plus. Suspension des journaux, arrestations de dirigeants touchent autant les démocrates que les communistes. Quant au Mouvement tendance islamiste, dont l'existence n'est que tolérée par le pouvoir, l'un de ses militants a été abattu par la police le mois dernier. Le MTI ne représente pourtant pas un danger politique immédiat pour Bourguiba. Le mouvement gagne certes en influence. Il agite les universités, se répand dans les villes. Mais le régime islamiste que les

ulémas les plus fervents proposent ne semble pas pouvoir percer sur une scène électorale. Après une telle épuration du paysage politique, le Parti destourien qui a tenu son congrès la semaine dernière, respire. La succession de Bourguiba peut se régler dans le sérail du parti. La bataille pour les individus candidats au poste de chef suprême n'en sera pas moins dure ; l'air des hautes sphères de l'Etat est empesté par les luttes de clans d'individus, mais c'est une autre histoire.

Flora Chénétier



Régulièrement, le peuple tunisien descend dans la rue contre la misère et la vie chère.

LE SYSTEME BOURGUIBA

Selon le système en vigueur, aucune organisation, surtout syndicale, ne doit être indépendante du parti unique au pouvoir.

L'histoire de l'Union générale des travailleurs (UGTT) a longtemps été liée à celle de l'Etat tunisien. Voici trente ans, au moment de la lutte pour l'indépendance, cette ancienne section de la CGT française a fait sien le projet nationaliste et a lutté aux côtés des destouriens. Une fois l'Etat tunisien créé, la centrale a opté pour une politique d'alliance avec le parti au pouvoir, une politique d'unité nationale.

En ces temps-là, les syndicalistes n'avaient pas de mal à pénétrer l'appareil d'Etat, c'est-à-dire du parti. Le Parti destourien détient en effet le monopole du pouvoir. Le Premier ministre a toujours été le secrétaire général du Néo-Destour et Bourguiba en est son

président. C'est le parti qui fixe les orientations générales de la politique gouvernementale. Il lui est même arrivé parfois de s'occuper des détails d'intendance et de procéder à des nominations de fonctionnaires.

Le tournant de 1978

Jusqu'en 1978, la place du syndicat dans cet ensemble était la même que celle de l'organisation patronale ou de la centrale des agriculteurs. L'UGTT s'investissait dans la gestion de l'Etat. Elle pouvait, lors des élections, présenter des candidats sur les listes du parti et, du coup, se retrouver souvent aux côtés des candidats patronaux.

Cette union sacrée s'est brutalement interrompue en 1978, à la suite des émeutes de la faim. La répression fut terrible. De nombreux syndicalistes, qui avaient participé à ces manifestations, furent tués ou emprisonnés. La direction historique de l'UGTT, notamment Habib Achour, comprit qu'une ère nouvelle s'annonçait. Elle risquait de perdre le contrôle de l'organisation : de nouveaux militants plus radicaux apparaissaient et, à la faveur de la crise économique, les grèves se multipliaient.

Après quelques hésitations, la direction choisit l'autonomie par rapport à l'Etat. Le congrès de 1982 interdit le cumul des fonctions syndicales et politiques. Aux élections de

1983, l'UGTT refusa de se présenter sur les listes du Parti socialiste destourien. Achour évoqua la possibilité de créer un parti travailliste, une idée qui lui tient à cœur depuis longtemps, mais qu'il n'a jamais réalisée. En tout cas, la direction de la centrale déclara rejoindre le camp de l'opposition démocratique. On ne pouvait être plus clair.

Dans l'opposition

Bourguiba tenta d'abord de favoriser l'essor d'un autre syndicat. Les cellules professionnelles du parti, existantes dans chaque entreprise, se rassemblèrent en 1983 au sein de l'Union nationale des travailleurs tunisiens, un syndicat fantôme, réduit depuis à l'état végétatif. Le Premier ministre, Mzali, fut chargé de libéraliser le système politique tunisien. On parla d'ouverture. Des formations politiques furent reconnues, d'autres tolérées en 1982. Une ouverture d'opérette ! Dans le même temps, le pouvoir voulait réduire l'influence de l'UGTT, seul vivier de militants actifs.

Dans ce contexte, la répression de 1985 apparaît comme la réédition de celle de 1978. Les syndicalistes qui eurent la chance d'échapper à la prison restent pour l'instant désespérés. Leur avenir dépend de leur capacité à reconstituer une direction crédible, apte à diriger les luttes. Jusqu'à présent, l'UGTT est peu présente dans les couches populaires les plus défavorisées, celles qui, régulièrement, se soulèvent contre la hausse des prix.

Les militants arrivés dans les années soixante-dix veulent en finir avec un certain corporatisme. Ils veulent aussi briser le poids des bureaux régionaux bien plus influents que les fédérations. Une lourde tâche, d'autant que ni Bourguiba ni son successeur ne leur en laisseront l'opportunité.

F. C.

Bourguiba et Mzali, lors du XII^e Congrès du Néo-Destour.



REAGAN-GORBATCHEV

DESTINATION LA PAIX ?

Appel de Budapest, « Paix des étoiles », les propositions soviétiques en matière de désarmement se multiplient. Gorbatchev met Reagan en situation inconfortable et joue sur deux tableaux.

Le premier round des pourparlers de paix se joue à Genève, en novembre dernier.

Depuis les négociations de Genève, il semblait bien que les relations soviéto-américaines étaient entrées dans une nouvelle phase. Les récentes propositions de Mikhaïl Gorbatchev confirment cette évolution. Un plan de réduction des armements en Europe a été adopté par le Pacte de Varsovie réuni récemment à Budapest. Selon cet appel de Budapest, traitant des

pace. Les grandes lignes de ce plan avaient déjà été formulées l'été dernier pour s'opposer au programme américain IDS dit de « guerre des étoiles ». Enfin, Reagan a récemment confirmé que les Soviétiques avaient défendu à Genève une proposition de désarmement nucléaire et spatial.

Face à cette avalanche de propositions, les Américains sont en retrait ; Gor-

partisan de la paix que Reagan. Celui-ci, tout en se déclarant encouragé par la multiplication des propositions soviétiques dans le domaine du désarmement, a catégoriquement affirmé que « le traité SALT-2 n'existe plus ».

Selon la Maison-Blanche, ce traité, conclu entre Brejnev et Carter en 1979, avait été violé dès le début par l'URSS, notamment avec la mise en service des missiles SS-25. Reagan choisit d'abandonner SALT-2 à l'heure où la décision d'installer des missiles de croisière sur un cent-trente et unième bombardier stratégique (B52) a été prise de manière irrévocable et sans que des mesures de retrait d'autres armes stratégiques, en compensation, ne soient annoncées.

De l'attitude américaine ressort actuellement une assez grande impression de confusion, émaillée de déclarations contradictoires. En tout état de cause, la Maison-Blanche ne reculera pas de manière radicale dans ses projets en cours. Les intérêts en jeu sont essentiels pour la santé de l'économie américaine et s'engager dans une réduction massive des armements serait renier du même coup à jouer le rôle de leadership mondial.

Pour le Kremlin par contre, la réduction des dépenses d'armement est un objectif nécessaire économiquement. L'égalité d'armement avec les Etats-Unis est devenue l'unique moyen de défense de son système. Or, si le niveau de cet armement reste très élevé et ne cesse de croître, cette course ne peut s'effectuer qu'aux dépens des masses travailleuses. Sans allègement de la course aux armements, toutes les réformes bureaucratiques visant à relancer la croissance de l'économie sont vouées à l'échec.

Avec une telle perspective, Gorbatchev pourrait mener une offensive de grande ampleur sur le terrain diplomatique, et s'appuyer sur les opinions publiques favorables à la paix en isolant ainsi le gouvernement américain. Mais surtout il pourrait diminuer des dépenses essentiellement improductives, en transférant l'effort vers les secteurs les plus mal en point de l'économie soviétique, comme l'agriculture, les transports, l'industrie légère ou certains secteurs de l'industrie de pointe. En gardant ainsi l'offensive par ses propositions, Gorbatchev joue sur deux tableaux.

Natacha Brink

Chronique d'une coupe ordinaire

APOCALYPSE NOW

La ville où se déroule le Mondial est l'une des plus grande du monde puisqu'elle rassemble, sur mille kilomètres carré environ, un Mexicain sur quatre.

La capitale est en effet, avec le sud des Etats-Unis, le grand pôle d'attraction de ceux que le travail de la terre ne peut nourrir ; le phénomène est nettement moins marqué dans d'autres villes du Mexique, comme Guadalajara ou Monterrey. Il existe ainsi une coupure complète entre Mexico et le reste du pays.

La ville monstre, en même temps que l'industrie, l'administration, le pouvoir et les sans-emploi concentre tous les maux urbains. Son étendue même détermine les conditions de vie de millions de travailleurs : le réseau du métro est trop distendu, les autobus en nombre insuffisant et les distances si grandes que l'on peut estimer à trois ou quatre heures par jour le temps moyen des déplacements. A l'échelle de la ville, c'est un extraordinaire gaspillage d'énergies qui s'ajoute aux pesanteurs et aux lenteurs de l'administration, aux tracasseries policières, et transforme la vie courante en une lutte incessante pour la survie, en une aventure quotidienne.

Le tremblement de terre du 19 septembre dernier est venu rappeler, tragiquement, que Mexico se trouve en plein sur la sempiternelle trajectoire des ondes sismiques, situation accentuée, de surcroît, par un sous-sol trop mou. Mexico est ainsi construit sur l'ancien lac de Tenochtitlan qui amplifie les secousses. Il se produit constamment des secousses plus ou moins fortes. Du point de vue de la prévention, la situation est à peu près

la même aujourd'hui que ce qu'elle était le 18 septembre dernier...

Il convient aussi de parler des effets plus lents d'une pollution qui atteint des niveaux étonnants. Cette capitale rendrait écolo le modeste le plus convaincu, car cette pollution, on la sent physiquement : ciel plombé, malaises visuels, vertiges, nausées... Là encore, Mexico additionne les effets d'une concentration urbaine et automobile forcée, et ceux d'une situation géographique défavorable. Les montagnes alentour cassent les vents qui pourraient balayer la saleté. L'hiver dernier, le phénomène de l'inversion thermique s'est manifesté avec une particulière gravité. Chaque jour, pendant plusieurs heures, se formait un immense couvercle d'air ultra-pollué que les rayons du soleil d'hiver n'arrivaient pas à traverser.

On peut dire que Mexico vit dans sa merde : y habiter implique une consommation forcée de produits chimiques divers, de plomb et d'ozone (qui fait peu à peu crever toute la végétation) et au sens propre de merde, en provenance des dépôts d'ordures et des chiottes à ciel ouvert.

Mais il se pourrait tout aussi bien que Mexico crève un jour du manque d'eau ; car, pendant la saison sèche, on frôle constamment la catastrophe, c'est-à-dire la rupture totale et durable de l'approvisionnement.

Chacun sent donc ici que, lentement mais inexorablement, parce qu'aucune force sociale ne semble en mesure d'inverser la tendance, la ville s'enfonce dans une situation de crise insoluble et paroxystique.

Correspondance de
Eric Michelot



forces conventionnelles de l'Atlantique à l'Oural, les Soviétiques proposent de réduire de cent à cent cinquante mille personnes les effectifs des deux alliances militaires dans un ou deux ans. Par ailleurs, l'Agence TASS a rendu public un plan de « paix des étoiles » qui propose « une organisation spatiale mondiale » pour la conquête de l'es-

batchev a su les contraindre à reconnaître l'intérêt de sa démarche. La direction soviétique a manifestement choisi de poursuivre et d'approfondir l'offensive diplomatique initiée à Genève. Aux yeux de l'opinion publique internationale, inquiète du surarmement et des risques de guerre, Gorbatchev apparaît plus cohérent et plus radicalement

PARI TENU POUR GONZALEZ

Les élections législatives du 22 juin auraient dû se tenir dans quatre mois. Felipe Gonzalez les a avancées pour conserver sa majorité absolue : objectif atteint ! Miguel Romero, membre du bureau politique de la LCR (section de la IV^e Internationale dans l'Etat espagnol), explique comment le mouvement ouvrier n'a pas vu d'alternative.

□ Le parti socialiste a atteint son objectif et semble-t-il mieux que prévu, même ?

Miguel Romero — C'est vrai, nous nous attendions à une plus grosse chute du PSOE. Il ne perd en fait qu'un million et demi de voix et dix-huit sièges. Pour lui, ce sont de bons résultats. Il a profité de la résignation des électeurs et l'a utilisé. En effet, le PSOE a mené sa campagne sur son passé, son bilan. Il a insisté sur l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative si l'on voulait moderniser le pays.

La droite, elle, a perdu 200 000 voix et un député. C'est aussi un « bon » résultat, parce qu'il faut tenir compte de ce que l'on appelle en Espagne le toit, c'est-à-dire le seuil que, de toute façon cette formation ne peut dépasser. Nous avions déjà dit, en 1982, que la droite, conduite par Manuel Fraga, ne pouvait offrir une alternative crédible au PSOE. Fraga est marqué par le franquisme, il possède une image autoritaire. Celle-ci passe mal, le scrutin du 22 juin en donne une nouvelle confirmation. Une coalition de droite, dirigée par lui, ne peut espérer recueillir une majorité de suffrages.

□ Mais comment, dans ce contexte, interpréter la

percée du leader de centre-droit, Adolfo Suarez ?

M. R. — Le mouvement d'Adolfo Suarez gagne dix-sept députés et 1 300 000 votes par rapport à 1982. Mais on ne peut déduire de cette montée que la droite est en train de se recomposer. Suarez a paradoxalement mené campagne sur des thèmes de gauche ou plus exactement des thèmes populistes. Il a essayé d'apparaître — et y a même réussi — à gauche du PSOE.

□ A gauche ?

M. R. — Oui, il a fait une vraie campagne démagogique. Il a dénoncé les pressions de la Banque sur la politique du gouvernement. Il a promis de mettre la Banque au pas. Il a également promis de réduire le service militaire à trois mois, et s'est fermement prononcé pour la fermeture immédiate des bases militaires yankees, sans être pour autant contre l'OTAN. De toute façon, on a peu parlé de l'OTAN durant cette campagne¹. Mais le comble, c'est qu'il a préconisé une politique pour les chômeurs. Il les a appelés à s'organiser, à manifester. Bref, il a fait du chômage le principal problème à résoudre. Ça a beau être vrai, dans la bouche de Suarez, c'est drôle².

□ Mais son succès tend à prouver qu'une partie au moins des électeurs pense

que la gauche pourrait être plus progressiste ?

M. R. — Certainement, la moitié des suffrages de Suarez vient d'anciens électeurs du PSOE. Suarez a su présenter une image de réforme. Il a utilisé son passé en disant : *C'est moi qui ai conduit la transition démocratique après le franquisme, c'est encore moi qui aurai le courage de conduire les réformes sociales.* » « Le PSOE, disait-il encore, est faible et ne sait pas s'imposer à certaines puissances. Moi, j'ai montré que je pouvais m'opposer aux militaires par exemple. »

Cela dit, il n'a pas de programme politique et il a surtout séduit des couches moyennes, des professions libérales, etc. C'est un homme de droite qui a tenu un discours populiste de gauche. Du coup, la Coalition populaire de Fraga ne peut envisager une alliance avec lui et donc, pour l'instant, Gonzalez n'est pas inquiet sur sa droite. Autre preuve, les nationalistes bourgeois n'ont fait un bon score qu'en Catalogne, où ils obtiennent six députés et 200 000 voix de plus qu'en 1982. En Euskadi, en revanche, les nationalistes modérés du PNV ont perdu 90 000 voix et deux députés. Ce qui revient à dire qu'ils ont perdu 30 % de leurs suffrages par rapport au dernier scrutin.

□ Apparemment, ce n'est pas non plus sur sa gauche que le PSOE est menacé ?

M. R. — Il faut voir les scores des formations qui se présentaient à gauche du PSOE. La Gauche unie obtient un résultat honorable. Elle enregistre 4,6 % des voix, c'est-à-dire 60 000 votes de plus que le résultat du Parti communiste espagnol en 1982. Mais il faut se rappeler que cette année-là le PCE était au creux de la vague. Avec 4,6 %, la Gauche unie représente moins d'un million d'électeurs, alors qu'en 1977, le PCE en représentait un million sept cent mille. Elle dispose certes, de plus de députés que le PCE n'en avait dans le Parlement sortant (sept contre quatre) mais elle n'acquiert pas le droit d'avoir un groupe parle-

mentaire. En effet, le gouvernement a fixé à 5 % le seuil au-dessous duquel une force politique ne peut constituer un groupe. Ces résultats ne sont donc pas une catastrophe. Mais ils déçoivent les rangs des communistes qui s'attendaient au moins à dix députés et à 6 % des suffrages.

Le groupe dissident de Carillo fait moins de 1 % et n'a aucun député. De même pour les pro-soviétiques, qui se présentaient en Catalogne et dans quelques régions, sur des listes séparées de la Gauche unie. Bref, le

l'OTAN, peuvent se retrouver d'accord avec lui sur la politique d'ensemble. Néanmoins, il est probable qu'un grand nombre des anti-OTAN ont préféré l'abstention dimanche dernier.

Tout cela confirme notre analyse. Après le référendum, les conditions politiques n'étaient pas réunies pour qu'apparaisse une force politique qui soit l'expression de cet énorme mouvement anti-OTAN. C'est vrai que c'est une position défensive. L'avant-garde du mouve-

EUSKADI : POUSSEE NATIONALISTE

La percée nationaliste basque est le plus mauvais résultat que le gouvernement enregistre dans ce scrutin. Herri Batasuna passe de deux à cinq députés. Ce qui représente plus le produit de l'abstention que de l'augmentation réelle des voix nationalistes révolutionnaires. De plus, Herri Batasuna a pour la première fois un député dans la province de Navarre. Face à cela, le PSOE perd des voix, la droite stagne, le PNV recule.

Herri Batasuna entend utiliser ces résultats pour négocier avec le gouvernement mais le pouvoir n'est pas prêt à discuter. Sur le terrain des luttes quotidiennes, cette percée politique de HB va stimuler la résistance.

Elle va peut-être aussi favoriser le penchant des nationalistes-révolutionnaires pour l'hégémonie et leurs rapports avec les révolutionnaires vont en être d'autant plus compliqués. Ce qui serait dommage car l'appui de la LCR et du Mouvement communiste (MC) a été précieux lors de ce dernier scrutin.

Conjoncturellement enfin, l'électorat a été mobilisé par la mort d'un militant nationaliste de l'ETA, détenu à la prison spéciale de Herrera de la Mancha. Pendant la campagne, plusieurs manifestations de solidarité avec ses détenus ont été violemment réprimées. Ce qui a certainement renforcé le soutien électoral à HB.

F. C.

meilleur résultat de la gauche c'est celui de Herri Batasuna en Euskadi (voir ci-contre).

Autre chiffre intéressant : à l'issue du référendum contre l'OTAN, on a pu dire que quatre millions de votants s'étaient situés à la gauche du PSOE. Cette fois, le total des voix qui se sont portées sur des candidatures de ce type se monte à 1,7 million seulement. Certes, il existe une pression du vote utile. Certes aussi, des électeurs, qui peuvent être contre le PSOE sur la question de

ment anti-OTAN n'avait ni la force ni la cohésion pour se traduire électoralement sur une base de type PC. Et le mouvement ouvrier, lui, n'est pas prêt à envisager une alternative d'ensemble au gouvernement socialiste.

Propos recueillis par Flora Chénétier

1. Le référendum sur le maintien dans l'OTAN a eu lieu le 12 mars dernier. Les oui ont recueilli 9 millions de voix (51,3 %), les non 6,8 millions de voix (39,84 %).

2. Le chiffre officiel est actuellement de 2,9 millions de chômeurs.



ETOILES A CONQUERIR

Les activités spatiales, développées en masse depuis la fin des années cinquante, ont, certes, une dimension socialement utile, mais elles peuvent aussi représenter un véritable danger de mort.

Jusqu'à la seconde moitié du xx^e siècle, le champ d'exploration par les hommes du milieu qui les entoure était limité à la surface du globe et à son tout proche voisinage, un domaine à deux dimensions. Depuis 1957, avec le premier satellite Spoutnik 1, une troisième dimension s'est ouverte. En presque trente années, cette exploration a subi un développement considérable. Mais les activités spatiales représentent une double face. Côté face, elles sont socialement utiles. Côté pile, nuisibles et meurtrières.

Ainsi de nombreux satellites améliorent les conditions de vie et diminuent l'effort de production des hommes. Tout le monde connaît maintenant les satellites de télécommunications. Leur première utilisation est le téléphone. Que l'on songe à l'économie d'efforts réalisée, dans le cas des transmissions par satellite, en comparaison des câbles sous-marins, pour un pays comme l'Indonésie composé d'un grand nombre d'îles isolées. Ils servent aussi à la transmission des images de la télévision, bien utiles dans le cas des liaisons intercontinentales, mais aussi dans certaines nations africaines, où la population est très dispersée.

Activité socialement utile

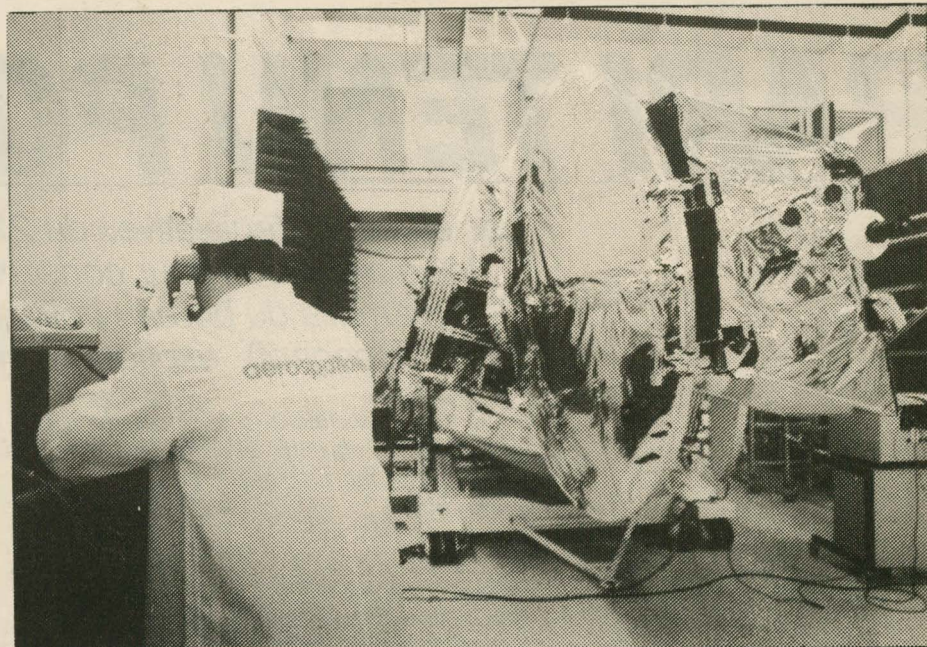
D'autres satellites sont moins connus. Les satellites de ressources terrestres et leur utilisation pour la géologie, la recherche minière, pétrolière, pour l'agriculture (détection optique précoce des parasites affectant les récoltes), pour la détection et l'alerte contre les incendies de forêt.

Les satellites de météorologie sont d'un grand intérêt, lors des moissons et des vendanges. Prédire, à vingt-quatre heures, les orages et la grêle, savoir bientôt le temps qu'il fera huit jours à l'avance ne sert pas seule-

ment à sortir son parapluie du placard. Sans compter qu'en cas de typhon, de cyclone, de raz de marée, les populations peuvent être prévenues cela signifie la multiplication des possibilités d'alerte et de mise à l'abri, en cas de catastrophe naturelle.

La télédétection offre de nombreuses possibilités : repérage de bancs de poissons pour la pêche en mer et renseignement des flottilles de pêche ; détection et signalisation des pollutions clandestines des pétroliers en haute mer et des pollutions illicites des usines par l'analyse optique de leurs fumées et des déchets qu'elles rejettent en rivière et enfin, éventuellement, protection des baleines contre la chasse clandestine.

Quant aux satellites de navigation-détection, ils servent au repérage et au guidage simultané des navires par mauvaise visibilité



Derrière les programmes de satellites en apparence les plus anodins, la dimension militaire. Ici, la fusée Ariane.

Dernière catégorie de satellites, ceux qui servent à la recherche fondamentale et qui permettent la progression des connaissances scientifiques en astronomie et astrophysique. Cela recouvre les missions soviétiques vers la Lune et Vénus. Les missions américaines vers Saturne, Jupiter et les missions européennes vers la comète de Halley.

Menace de mort

Face à ces satellites s'en placent d'autres, beaucoup moins utiles, si ce n'est lourds de menaces de mort massive. Il s'agit des satellites espions, des satellites tueurs de satellites, des armes à laser, des armes à énergie dirigée du pro-

activités militaires ramènent ces considérations à leur juste mesure. En 1986, le budget spatial américain est de vingt-cinq milliards de dollars, dont les deux tiers vont aux activités militaires¹. Et le budget Stars War est de vingt-six milliards de dollars pour la période 1985-1989. De l'autre côté, les dépenses spatiales soviétiques représentaient 1 à 2 % du PNB, soit quatorze à vingt-huit milliards de dollars en 1980. La politique spatiale japonaise est dotée de dix milliards de dollars entre 1985 et l'an 2000.

L'Europe n'est pas en reste. Vu l'effort économique nécessaire et en fonction du créneau juteux que cela représente pour le capitalisme européen, il s'est malgré ses contradictions internes — et sous l'impulsion de De Gaulle — puis de Giscard et Mitterrand résolu à une coordination de ses activités au sein de l'Agence spatiale européenne. Ces activités en principe uniquement civiles se sont rapidement développées (Symphonie, Ariane, etc.) jusqu'à entrer en contradiction avec les Etats-Unis. La lutte commerciale est aujourd'hui acharnée entre la navette spatiale américaine et le lanceur européen Ariane pour la mise en orbite des satellites de télécommunication.

Civil et militaire

Mais à côté de ces activités clairement civiles existent déjà des activités militaires. Les satellites Télécom 1A et 1B emportent une charge militaire et Syracuse est destiné aux communications pour la Défense nationale². Il suffirait de le peindre en kaki et d'y substituer une charge militaire pour que le satellite

Spot 1 devienne un satellite d'observation militaire, le Samro³.

De même la loi de programmation militaire (promulguée en 1984) montre clairement le bout de l'oreille. Pour Charles Hernu, alors encore ministre de la Défense, il y avait « besoin de voir, écouter, communiquer ». Et le budget de la Défense nationale comporte, pour la première fois en 1986, une rubrique traitant des programmes spatiaux militaires : satellites d'observation post-Samro, et système Syracuse 2 en relèvement de Syracuse 1⁴.

Enfin, le programme Eureka de Mitterrand qui voudrait se présenter comme une réplique technologique purement civile de l'Europe à l'initiative de guerre des étoiles de Reagan ne peut plus cacher ses implications militaires. Calculateurs numériques vectoriels ultrarapides, lasers de puissance, miroirs de haute qualité, etc., tous ces éléments sont des composants de base nécessaires à l'IDS. Il s'agit donc d'y impliquer dix-huit nations européennes avec un budget de démarrage de deux mille milliards de francs⁵.

Mais il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. Rejeter la technologie spatiale en bloc, sous prétexte de l'utilisation qu'en font les gouvernements de toutes les grandes puissances serait stupide. Les éléments positifs existent et ils peuvent être développés.

Michel Cronst

Comparaison des missions spatiales américaines et soviétiques (période 1957-1980)

	américaines	soviétiques
Nombre de charges utiles civiles	590	758
Nombre de charges utiles militaires*	446	1 088
Total	1 036	1 846

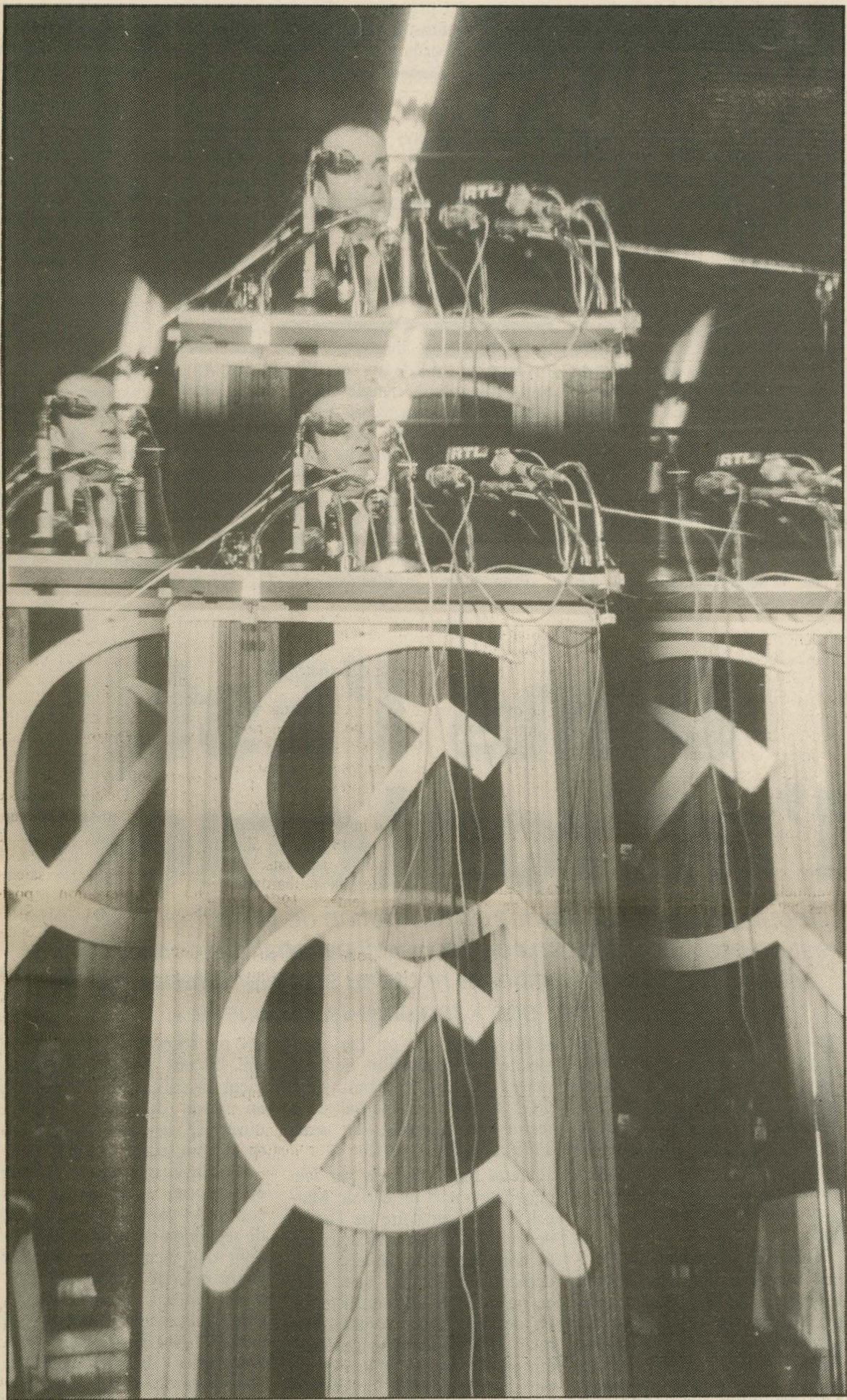
* Les charges utiles militaires se répartissent en reconnaissance, étalonnage, écoute électronique, navigation, télécommunications tactiques, alertes précoces, FOBS (Fractional orbital bombardment system), surveillance maritime, satellite cibles, satellites intercepteurs.

dans les zones très fréquentées (Manche, Mer-du-Nord), empêchant que se produisent des naufrages à l'origine de pollution côtière. Ils peuvent repérer des mobiles en détresse lors de Transat ou pour des bateaux possédant des balises Argos, des icebergs dérivant dans des zones fréquentées. Enfin, ils guident les avions dans les régions où le trafic aérien est intense (Atlantique nord).

gramme dit Strategic Defense Initiative, la fameuse « guerre des étoiles » de Reagan, qui sont présentés hypocritement comme devant rendre la guerre nucléaire impossible.

Les discours officiels, tant américains que soviétiques, glorifient la science, la recherche désintéressée, les activités pour la paix. Mais un simple examen des budgets spatiaux et leur ventilation entre activités civiles et

1. Ces chiffres et les suivants : Informations Engins Espace, n° 324,323, 302.
2. Air et cosmos, n° 1027
3. Air et cosmos, n° 1070
4. Assemblée nationale, rapport 2987, annexe n° 44 et Sénat rapport général n° 96, tomes 1 et 3, annexe n° 44.
5. Air et cosmos, n° 1070.



C'était déjà dur le 16 mars pour Georges Marchais. Passer en dessous de la moyenne, friser le dépassement par le Front national, voilà qui ne venait pas réhausser le prestige de la direction.

Trois mois plus tard, le tableau relève de la description des grandes catastrophes. Trois mille signataires répartis sur toute l'étendue du territoire exigent un XXVI^e Congrès d'urgence, la revue M sert de trait d'union aux communistes sevrés de débats dans leurs instances, des fédérations entières demeurent réfractaires à la normalisation...

Mais il y a plus. En deux comités centraux, Georges Marchais opère un vaste mouvement de repli. Au détour d'une question d'Anicet Le Pors, dorénavant membre du Conseil d'Etat, il se pousse en arrière et annonce que, pour des raisons personnelles, il ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle. Le

tout dernier comité central livre sa cargaison d'innovations. Georges Marchais repousse, à titre personnel, l'idée de sanctions contre Pierre Juquin, régulièrement condamné à chaque session depuis mars.

Comme ce genre de malheur — être obligé de tolérer faute de pouvoir réprimer — n'arrive jamais seul, les envoyés de l'appareil central sont surpris en flagrant délit d'échec de la normalisation, à Besançon. Ils voulaient établir une tête de pont orthodoxe contre la direction fédérale, animée par Martial Bourquin. Un vote largement majoritaire les a déboutés.

Mais où tout cela s'arrêtera-t-il ? Nombreux sont les militants communistes à se poser le problème, c'est la raison pour laquelle nous avons aujourd'hui choisi de revenir sur la crise du PCF.

Jean Lantier

Depuis le 16 mars, il ne se passe pas une semaine sans que la direction du PCF ne soit confrontée à une contestation qui gagne en ampleur et touche d'importantes fédérations. Face à cette situation inédite, la direction semble n'avoir pour unique slogan que « Vive la marge ! »

Question orientation, la direction met beaucoup du sien pour savonner sa propre pente. Le 11 juin, Georges Marchais publiait dans l'*Humanité* un article de deux pages. Côté contenu, la nouveauté politique, le resserrement de l'analyse au plus près de la réalité laissent quelque peu à désirer. « On me permettra de me citer », écrit le secrétaire général. Et de se citer : « Mener la politique du capital qu'on soit de droite ou qu'on soit socialiste, c'est aller de pire en pire contre notre peuple. (...) Un an plus tard, nous n'avons pas une ligne à changer à cette analyse. » Fermez le ban. Quoi, la politique de Chirac ? Quoi les lois et ordonnances réactionnaires ? Quoi Pandraud-Pasqua ? Tout cela est à ranger au rayon de l'absolue continuité entre le 10 mai et le

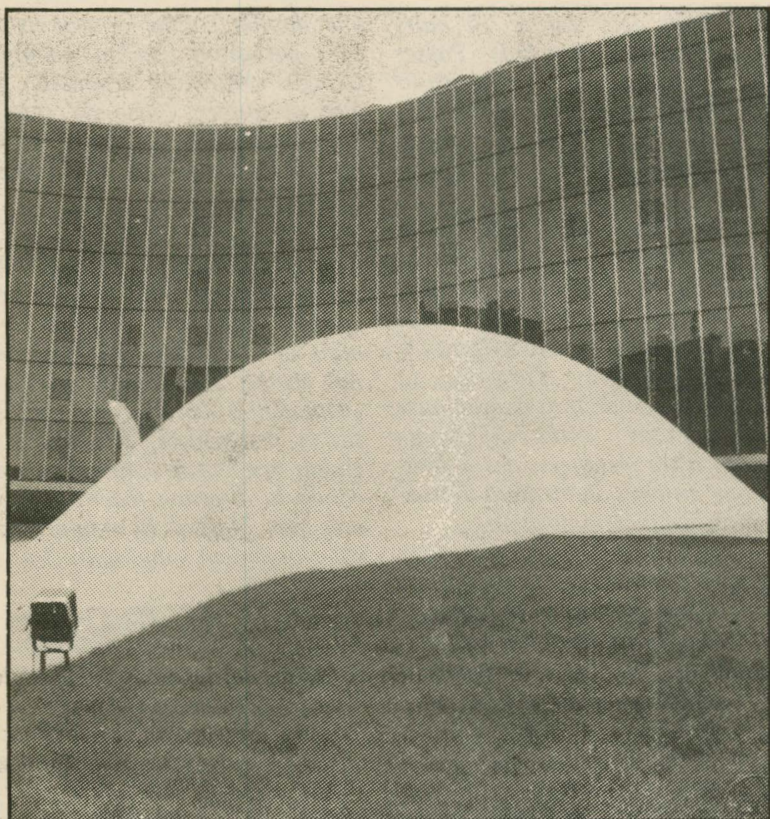
16 mars, avec d'autant plus d'acharnement qu'on oublierait presque, pour un peu, qu'il y eut des ministres communistes au gouvernement.

Derrière ce souci de la continuité, une analyse genre sinistrose de la situation se développe. Tout glisserait à droite. Ce n'est pas faux. Mais le caractère unilatéral et lourdement insistant de cette vision ne sert qu'à objectiviser le recul du parti. Puisque tout glisse tellement naturellement, la place du parti se réduit nécessairement.

Autre élément de la ligne en vigueur, que Félix Damette au dernier comité central qualifiera de XXV^e Congrès et demi, l'alternance. Cette fois c'est le secrétaire personnel de Georges Marchais, Bernard Vasseur, qui monte aux extrêmes pour montrer à quel point la vie politique constitue un vaste piège pour le

PCF

La pente savonnée



Une crise qui touche au cœur de l'appareil.

PCF. Sous le titre, « Coup de pistolet dans le concert », Bernard Vasseur ne se livre pas à l'apologie de la lutte armée, mais à celle de l'inéluctabilité de la marginalité. « *Small is beautiful* », telle semble être la philosophie en vigueur au sommet.

Puisque les institutions de la V^e République polarisent la vie politique autour du président, au point que toute élection n'est qu'une répétition de la présidentielle, puisqu'en plus du jeu institutionnel, l'alternance est pratiquement mise en place, alors... Alors, explique le secrétaire du secrétaire général, « *il n'y a aucune place dans ce dispositif pour un parti révolutionnaire et il serait illusoire pour lui de "jouer le jeu" de ce système, de chercher à y insérer sa partition...* »

Comment va maintenant vieillir l'appel des trois mille ? Quelle force après l'été ? La réponse consisterait bien à empêcher les énergies militantes de se diluer dans la fin de ce mouvement démocratique. Combien sont-ils, les militants communistes, pour qui le mouvement révolutionnaire ne se résume plus au seul PCF, qu'ils jugent inadéquat voire irredressable, et qui sont disponibles à l'action et à la réflexion ? C'est bien cela, le problème central. Par défaut d'orientation alternative, par l'inertie puis la résistance active de l'appareil, des énergies militantes mises en mouvement menacent de s'évaporer.

L'*Humanité* du 17 mars traitait : « *PCF, une force qui compètera.* » Voilà qui contient un futur terrible. Qui comptera ? Comment ?

Des communistes pensent encore que le parti est redressable. D'autres communistes, qui n'ont plus leur carte d'adhérent, estiment à juste titre représenter une

force considérable. Comment faire en sorte qu'elle se matérialise, qu'elle débâte, qu'elle agisse dans la situation ? Et que pensent faire tous ceux qui estiment que leur parti ne peut progresser que grâce à un rapport de forces extérieur ?

« Il n'y a aucune place, dans ce dispositif, pour un parti révolutionnaire. »

Si s'accroît encore cet éventail de situations si la dispersion gagne les militants alertés par la crise de leur parti et du mouvement ouvrier, la direction Marchais gagnera un nouveau répit, une nouvelle rémission. C'est donc à l'unification des forces communistes dans la perspective de la construction du mouvement révolutionnaire qu'il faut s'atteler de toute urgence. Pour que la force, émergeant de la crise, compte réellement.

Prenant acte de ce que sont des grandes tendances non encore établies, Bernard Vasseur ose écrire dans l'organe quotidien du parti, ce qui représente le credo officieux de l'appareil : « *Vive la marge.* » La logique permet de résumer ainsi : plus vite le PCF ira à la marge, plus vite il se renforcera pour repartir vers de nouvelles aventures. Georges Marchais se gausse bien, dans l'article déjà cité, de ces gens qui « *sont persuadés que nous serions entrés dans une phase de repli et que nous cultiverions on ne sait quel plaisir morbide à être la secte des "purs et durs"...* Pauvres petits esprits ! ». Est-ce une façon de parler à son secrétaire personnel ?

La force résiduelle de la direction repose essentiellement sur les limites de la réponse des oppositionnels. Henri Lefebvre, parrain de la revue *M*, qu'il est juste de classer dans les moyens d'expression du courant Pierre Juquin, indique dans une interview à *Rencontres communistes hebdo* du 12 juin : « *Il ne s'agit pas exactement d'une revue, mais plutôt d'une publication (...)* Pourquoi ne pas faire entrer dans la légalité le droit à l'autogestion en laissant aux intéressés le soin de trouver les formules pratiques ? Le principe fondamental, c'est que le citoyen producteur ne perde pas cette qualité dans le lieu où il produit. » Et la seconde livraison de la revue, intitulée « *J'autogère* », vient d'organiser un débat sur l'autogestion entre Jacques Scheibling, un vieux complice de Félix Damette, Jean-Claude Delaunay et... Alain Lipietz.

Si *M* sert, quel que soit son

contenu, de prétexte à débats entre communistes, elle ne se donne pas pour la revue de l'op-

Par défaut d'orientation alternative, nombre d'énergies militantes menacent de s'évaporer.

position, encore moins pour la revue marxiste fédérant les différents courants de pensée qui s'y rattachent. L'exigence du XXVI^e Congrès, porté par cent, puis mille et maintenant trois mille signataires, reflète une modeste partie de toutes celles et tous ceux qui s'accordent à penser que la situation exige un vaste débat démocratique.

Pour autant, la question cen-

trale devient le contenu de ce XXVI^e Congrès. Georges Marchais a répondu directement à Pierre Juquin, à la dernière session du comité central, qu'il n'était pas question de convoquer les assises nationales : « *Qui pouvait penser qu'il suffirait d'une année pour redresser la situation difficile du parti que la politique antérieure avait entraînée ! C'est à partir de cette considération que le comité central n'a pas jugé nécessaire de convoquer un nouveau congrès. Il l'aurait fait s'il l'avait fallu.* » Et d'ajouter : « *Vous restez un demi pour cent des communistes (...)* C'est beaucoup moins que ceux qui n'ont pas voté le document dans la préparation du XXV^e Congrès... Ce mépris affiché ne saurait masquer le fait décisif que le mouvement démocratique des signataires de l'appel a remporté une victoire sans précédent, en obligeant le secrétaire du parti à retirer sa candidature.

Dans l'Est, l'affrontement

Depuis plusieurs semaines, la fédération de Meurthe-et-Moselle est en proie aux attaques de l'appareil national. Le comité central vient de refuser de ratifier le nouveau secrétaire fédéral et de condamner une « tentative fractionnelle ».

Le comité central du PCF votait le 13 mai une résolution spécifique, qualifiant l'initiative de la fédération de Meurthe-et-Moselle de « *tentative de structurer l'organisation fractionnelle dans les rangs du parti de la lutte* » contre sa politique.

Quelques jours plus tôt, le 5 mai, quatorze membres de cette fédération, dont tous les premiers secrétaires depuis quarante ans — à l'exception de Roland Favaro —, décidaient de créer un comité départemental de signatures à l'appel des mille. Dans la foulée, le comité central refusait de ratifier le nouveau secrétaire désigné par le comité fédéral, en remplacement d'Alain Amicabille, démissionnaire, élu conseiller régional.

Ce traitement de faveur s'explique largement par la nouveauté de la situation. Jamais une fédération ouvrière, qu'il serait superficiel de qualifier de « *renovatrice* », n'avait, en tant que telle, tenu tête à la direction centrale.

L'affaire remonte loin dans le temps et il est utile de se remémorer l'histoire des luttes des

sidérurgistes. Qu'on se souvienne de la création de Lorraine cœur d'acier, la radio de la CGT siégeant dans le hall de la mairie de Longwy, de mars 1979 à octobre 1980.

Cette radio, animée par Jacques Dupont et un certain Marcel Trillat, signataire de l'appel des mille, envoyés tous deux par la confédération, devient rapidement la radio de la lutte. Voici ce qu'en disait Albert Jacquart, un des nombreux invités de la radio, dont le témoignage devait être publié dans *le Monde* et qui devint un tract CGT : « *Jeudi 26 juin [1980], 20 heures. Comme chaque jour, Radio Lorraine cœur d'acier, LCA, commence son émission du soir. Dans plus de la moitié des foyers, à 50, 100 kilomètres à la ronde, selon les caprices des ondes, on éteint le poste de télévision et on se met à l'écoute de la radio du pays.* » Cette radio, qui devait n'être que la concurrente de la radio CFDT (SOS-emploi), devint la radio du mouvement ouvrier. Tout le monde y fut invité, et Alain Krivine ne manqua pas d'y venir débâter.

C'est la direction confédérale de la CGT, représentée à l'épo-

que par Jean-Claude Laroze, qui mit fin aux émissions, notamment en confisquant l'émetteur, en raison de la trop grande ouverture de cette station vraiment libre, avant la lettre.

Combien comprirent, à cette époque, au cœur de la lutte contre le plan gouvernemental de réduction de la production et donc des effectifs, que se jouait là un épisode décisif des relations entre syndicalistes et communistes locaux et l'appareil central ? Nul ne le sait. L'épisode, inscrit dans les mémoires collectives du département, forgea néanmoins une tournure d'esprit particulière dans le socle communiste déjà riche en militants ouvriers. On imagine sans peine la répercussion dans leurs rangs du vote du plan acier par le groupe communiste à l'Assemblée, en avril 1984. Par deux fois, la lutte des sidérurgistes devenait contradictoire avec l'intérêt particulier de l'appareil parisien.

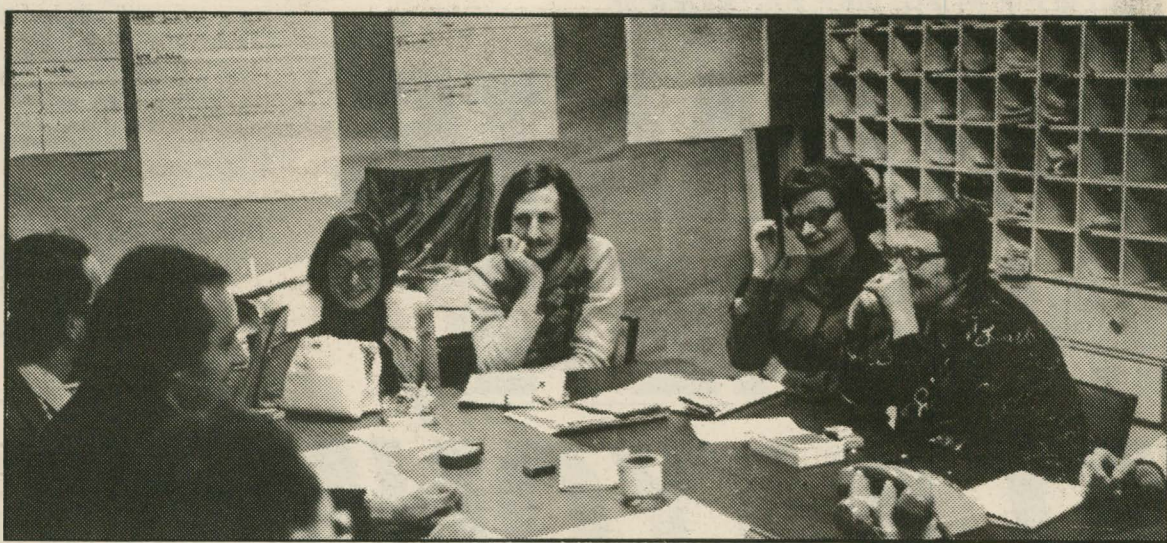
Alors, quand Marchais, au CC du 18 juin 1986, explique que « *c'est aux communistes de Meurthe-et-Moselle qu'il appartient de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés* »,

nul ne se fait d'illusion. On y voit l'incapacité actuelle de la direction centrale à normaliser. Une incapacité dont il ne faut pas se dissimuler qu'elle n'est que temporaire. La direction mettra le prix ; elle pratiquera la terre brûlée s'il le faut, mais elle ira jusqu'au bout.

Le bras de fer engagé entre cette fédération et la direction Marchais est d'autant plus difficile que cette fédération est, hélas, seule de son espèce. On peut estimer que la quasi-totalité des structures du même type recèle des cellules, voire des sections entières, prenant leurs distances avec la direction. Quelques directions fédérales

peuvent être jugées franchement pas sûres par la place du Colonel Fabien. Georges Marchais ne disait-il pas lui-même, dans sa réponse à Pierre Juquin, le 18 juin, que « ceux qui se posent des questions sont plus nombreux que cela, nous le savons bien. D'ailleurs, ils en discutent dans leurs organisations. » Cela signifie que la normalisation est, de son propre aveu, difficile à conclure.

Reste que l'unique objectif du bureau politique est bien de se priver de l'expérience de générations communistes entières plutôt que d'avoir à ouvrir un débat démocratique sur la stratégie du parti.



La direction en arrive à ne plus contrôler des fédérations entières.

Tempête sur Brest

C'est dans le Finistère que la crise du PCF revêt les aspects les plus spectaculaires. Lettres et déclarations publiques se succèdent, étalant au grand jour une querelle dont les différents motifs sont difficiles à cerner.

Il y a plusieurs années, la fédération du Finistère est divisée en deux, entre le Nord et le Sud. Cette division est sans doute justifiée par le fait qu'elle se trouvait pourvue de deux membres du comité central. Le premier, Paul le Gall, le plus ancien, est secrétaire fédéral. Le deuxième, élu plus tard, et qui devient secrétaire de la fédération Nord, se nomme Louis le Roux.

Paul le Gall, atteint par la limite d'âge, n'est pas réélu au XXIV^e Congrès (1982) et se voit remplacé à la tête de la fédération Sud par Pierre Rainero. Louis le Roux, bien que toujours membre du CC, arrive lui aussi à l'âge de la retraite cette année et il faut prendre des dispositions pour son remplacement. Dans ce parti, les choses sont organisées longtemps à l'avance. Louis le Roux, lorsqu'il devient représentant du PC au conseil régional de Bretagne, il y a une dizaine d'années, prend un « secrétaire » qui, pour devenir permanent, doit donner sa démission de l'arsenal de Brest. Il fait ainsi le choix définitif d'une carrière politique dans l'appareil et se trouve tout à fait désigné pour assurer la relève.

Mais voilà, il y a des imprévus. Soit pour l'éliminer en raison d'une insuffisante souplesse de l'échine, soit par restriction budgétaire, le postulant Louis Aminot apprend qu'il est envisagé de fusionner les deux fédérations, et que c'est Rainero qui deviendra le secrétaire de l'instance réunifiée. Son déroulement de carrière politique se trouve donc bloqué et son poste de permanent supprimé.

Pourquoi se rebiffe-t-il ? C'est difficile à dire, sinon qu'il est très ambitieux. Toujours est-il qu'il réussit à entraîner derrière lui la majorité écrasante de la région

département, une opposition déjà ancienne, regroupée autour du maire communiste de Carhaix-Plouguer, P. Jeudy, qui suivait d'assez près les positions

C'est à l'occasion de la publication des listes pour les dernières élections que la crise apparaît sur la place publique. La totalité du secteur syndical en est éliminée. Des élus très connus dans la région, dont le maire de Carhaix-Plouguer, n'y figurent pas davantage, tout comme Louis Aminot. Par contre, on y trouve le maire de Douarnenez.

A partir de ces listes, il est facile de tracer le contour assez précis des oppositions. Et on peut tout d'abord constater les différences considérables, exis-

Plougastel-Daoulas, Landerneau, et la campagne du nord-ouest du département), la région de Carhaix-Plouguer dans le centre et le secteur de Rosporden dans le sud-Finistère se retrouvent dans l'opposition.

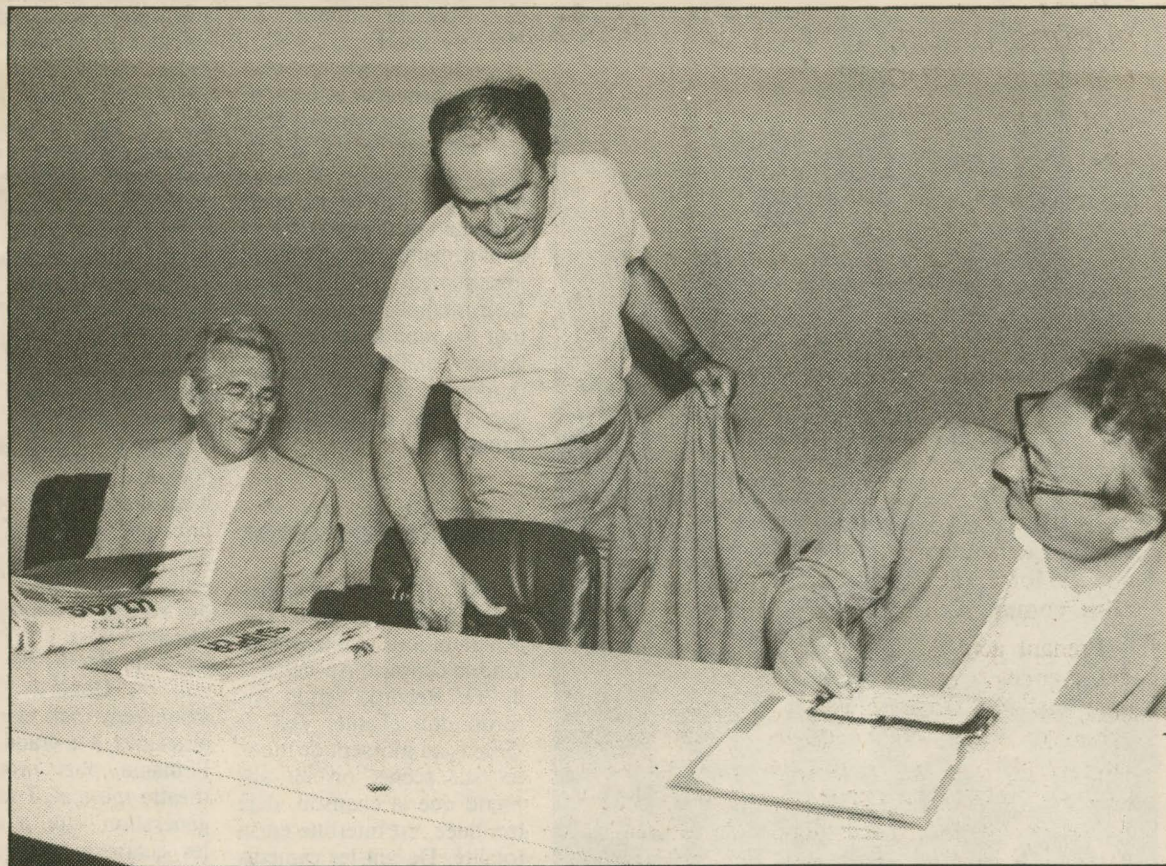
La réunion du 24 mai dernier consacre la fusion des deux fédérations. Mais elle officialise la brisure interne du parti. Louis Aminot, figure de proue de l'opposition la plus violente, n'est pas réélu au comité fédéral. Il s'en faut d'ailleurs d'une voix. Mais cela provoque immédiatement la sortie de plus de cinquante délégués de la salle au son de l'*Internationale* et sous les injures de ceux qui restent. Cinquante délégués sur cent soixante-dix présents, malgré les manipulations qui président à la désignation des délégués pour ce genre de réunions, montre l'importance de la contestation.

Louis Aminot non élu, la candidature du leader de la FEN non acceptée, de même que celle de militants ouvriers, tout cela provoque la démission immédiate de cinq des élus du comité fédéral. D'autres suivent et le chiffre des démissions doit, à ce jour, avoisiner la quinzaine.

La contre-attaque se dessine. Trois sections de Brest-ville viennent de demander la constitution sur la ville d'une section unique. Voilà une belle justification de la permanentisation du secrétaire de cette grosse section, qui pourrait être Louis Aminot qui, de ce fait, éviterait le chômage. Seulement, il n'est pas membre du comité fédéral. Louis le Roux, qui est aussi, depuis les élections, conseiller régional, vient d'être détaché à Rennes pour prendre en charge les problèmes de la mer. Peut-être a-t-il fait trop de dégâts dans le département.

Même si la crise du PC finistérien se traduit en apparence par des problèmes de personnes, tous les désaccords sur la politique menée par le parti dans toute la dernière période s'engouffrent dans cette brèche.

Max Dréhan



Marchais au comité central du 18 juin : « C'est aux communistes de Meurthe-et-Moselle de régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. »

brestoise et, en particulier, la partie la plus active du secteur syndical, même si les permanents actuels de la CGT ne se sont pas mis en avant dans cette bataille. Il faut dire aussi que si cette bataille était perdue, leurs postes devenaient vulnérables. Courageux, mais pas téméraires !

Il existait également, dans le

des « rénovateurs », dont il se réclamait. De même, le maire de Douarnenez, Mazéas, avait pris des positions non orthodoxes lors de l'affaire de la centrale nucléaire de Plogoff, même s'il semblait être rentré dans les rangs depuis lors. Cela commençait donc à faire beaucoup et la direction, sous la baguette de Francette Lazard, cherche à reprendre les choses en main.

tant entre ceux qui se réclament des « rénovateurs » en défendant leur ligne politique, ceux qui se disent « rénovateurs » mais réclament l'application des décisions du XXV^e Congrès, ceux qui soutiennent Louis Aminot contre Louis le Roux parce qu'ils préfèrent l'un à l'autre, etc. Globalement, toute la région brestoise, trois sections de Brest-ville sur quatre (Guipavas,

VIBRANTE, INQUIÈTE, ET RAYONNANTE



Caetano Veloso et Chico Buarque.

Les chanteurs brésiliens reviennent à Paris. Leur dernier passage en groupe remonte à 1983, époque où ils donnèrent un unique concert. C'est l'occasion de faire le point sur cette musique si attachante.

Urbanisé, le Brésil l'est à plus de 60 % ; le brassage des populations y est exceptionnel. On y trouve 52 % de Blancs, 35 % de Mûlatres et Métis, 8 % de Noirs, 2 % d'Amérindiens, 2 % d'Asiatiques et... 28 % d'enfants dits abandonnés. 8 % de la population consomme 62 % des produits disponibles et toutes les vingt minutes, un enfant meurt de malnutri-

dictature militaire. Dès lors, un pays va se reconnaître dans la musique populaire brésilienne. Extrêmement riche et variée, allant de l'improvisation sur une place de marché au show le plus sophistiqué, elle tient la chronique des heurs et malheurs de tout un peuple.

A partir de 1966, apparaît le boom de la télévision. Les grandes chaînes se li-

nom d'un disque *Tropicalia*, enregistré en commun par C. Veloso, G. Gil, G. Costa, M. Bethania et quelques autres. Ce courant culturel urbain dépasse largement la chanson et touche par exemple le cinéma.

Les images priment sur le discours, le mélange des couleurs sur la précision des idées. Ce qui permet toutes les errances, les délires et les dérives. La définition de l'esprit brésilien qu'Oswald de Andrade donne en 1922 : « *Barbare, crédule, pittoresque, et tendre* » peut parfaitement leur être appliquée. Caetano reprend dans une chanson le « *Il est interdit d'interdire* » de notre Mai 68. A leur façon, anarchisante, ils s'attaquent au conformisme et piétinent joyeusement tous les usages. Leur méthode ne plaît pas à tout le monde et certains groupes militants, plus orthodoxes et plus « politiques », les critiquent violemment.

Expression d'une résistance

Le rapide survol de cette période noire du Brésil rend compte du rôle de la chanson comme mode d'expression privilégié d'une résistance populaire à la dictature. Chico Buarque, figure mythique de la musique populaire brésilienne — auteur, compositeur, interprète, romancier, poète — est un peu la conscience morale du Brésil, « *l'unique unanimité nationale* », dira même un humoriste.

Il maintient en permanence un discours politique lucide et courageux. Obligé de s'autocensurer, il incarne la ruse, le croc-en-jambe, le pied de nez à la censure qui jamais ne réussira à le bâillonner.

Tous les grands de cette époque ont su exprimer l'état d'esprit d'une génération qui vibrerait à l'unisson des artistes qui furent ses seuls porte-parole. Il vont de Milton Nascimento du Minas Gérais à Alceu Valença de Recife, des Baïans qui, tel Gilberto Gil, fusionnèrent rock et origines africaines, à la grande Maria Bethania plus proche du théâtre musical. Toute cette génération, qui a dépassé les quarante ans, est aussi fidèle aux grands anciens, musiciens et poètes, tels Vinícius de Moraes, Luis Gonzaga qui chantait la misère des paysans du Sertão nordestin, Doryva Caymi, âgé aujourd'hui de plus de soixante-dix ans et véritable père de la musique moderne brésilienne.

Ils ont tous, en respectant les musiques et rythmes spécifiques de leur région, marié tradition et modernisme. Ils ont brassé les origines africaines les plus

diverses avec la réalité brésilienne, aussi bien le choro (musique urbaine) que les multiples formes musicales des régions et les rythmes les plus modernes comme le rock.

Tradition et modernisme

La beauté de la chanson brésilienne, ce n'est toutefois pas uniquement la qualité, la simplicité des textes et la beauté des poèmes. La chanson est un alliage entre paroles et musique ; en quelques instants, elle vous raconte une histoire complète qui peut, à l'occasion, acquérir une dimension universelle. La chanson brésilienne est une synthèse à un niveau rarement atteint, entre rythme et mélodie.

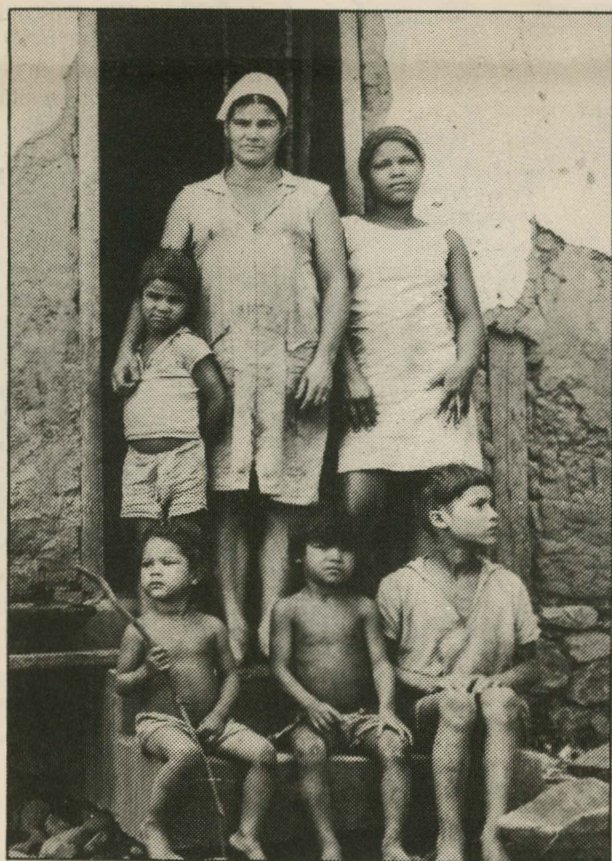
Musique vibrante, vitale, inquiète et rayonnante sans moule et sans modèle. La voix atteint la perfection, elle joue, berce, entre rêve et réalité, fluide et inaltérable, telle une caresse sensuelle, une voix intérieure, une aura enveloppante et douce, un déferlement de vagues calmes, lentes et volubtes.

La beauté, cette musique populaire la détient de la rencontre entre la simplicité du message, l'extrême sophistication stylistique de la voix et l'intégration de rythmes ancestraux actualisés. Mais elle la tient aussi de la convergence de la forme — parfaitement maîtrisée, sachant dégager l'essentiel de l'expression, subtile en sa fragilité — et du fond : cet espoir ténu mais tenace et opiniâtre d'un peuple et d'une jeunesse refusant de désespérer devant les années noires.

Aujourd'hui, le contexte a changé. Mais nombre de ces grands acteurs de l'Histoire vont être présents. De cela, ils ont l'habitude. Caetano ne disait-il pas : « *Les choses ont été si dures ici que nous nous connaissons tous, nous sommes amis et travaillons ensemble, c'est quelque chose de normal.* »

Alexis Violet

Caetano Veloso, Chico Buarque et Maria Bethania passent au Zénith le 2 juillet, Paulinho da Viola, Gilberto Gil et Milton Nascimento le 3, Jao Gilberto, le 4, Alceu Valença, Luis Gonzagues, le 6, etc.



La musique brésilienne, enracinée au cœur d'un peuple.

tion. La corruption, le « *jeito* », tient lieu de loi. Religion, football et carnaval sont les trois piliers institutionnels qui jouent le rôle d'opium du peuple.

Naissance sous état de siège

En 1964, c'est le coup d'Etat et l'instauration de la

netique. Toutes organisent des festivals de la chanson. Celle-ci ayant toujours été véhicule de la culture et le premier art national, des chanteurs tels que Chico Buarque, Caetano Veloso, Gilberto Gil, Edu Lobo et des chanteuses comme Rita Lee, Gal Costa, Maria Bethania atteignent, en deux ans, la célébrité.

En 1967, naît à Bahia le courant « tropicaliste », du

Bouches cousues

Dès 1968, les querelles ne sont plus de mise. Les généraux font fonctionner à fond la censure. Au Festival de TV Record, Sergio Ricardo doit chanter *Dia de Graça* ; au moment de monter sur scène, on lui apprend que la chanson, déjà tronquée, est interdite en sa totalité. Devant les caméras et le public, lèvres fermées, il l'entonne en murmurant ; le public, d'abord médusé, se joint à lui dans un chœur poignant de dix mille bouches cousues.

En décembre 1968, c'est l'instauration de l'état d'exception. Caetano, qui chante le classique *Anoiteceu* (*la Nuit va tomber*), monte sur scène, un flingue à la main. La riposte du pouvoir est immédiate : prison pour lui et Gilberto Gil.

REVE ET REALITE

Redécouvrir les surréalistes

Explosante fixe ». L'exposition sur la photographie surréaliste vient de s'achever à Beaubourg. Les surréalistes furent à l'origine d'un foisonnement d'innovations qui firent exploser les limites du domaine photographique. Ils figurèrent parmi les premiers à se servir résolument de la photo comme instrument poétique.

A Marseille se termine à la fin de ce mois, la Planète affolée, une exposition consacrée au mouvement surréaliste de 1938 à 1947, dates des deux grandes expositions universelles surréalistes.

1938, c'est la rencontre de Breton et de Trotsky ainsi que l'embourbement hideux d'Aragon dans le stalinisme. 1940, 1941 c'est la guerre. Une partie importante du groupe surréaliste se retrouve à Marseille avant de rejoindre New-York. Les circonstances conduisent à sa dispersion mais ses idées vont influencer de nombreux artistes dans le monde entier. En 1947, bien des choses ont changé et l'exposition n'aura plus la même teneur révolutionnaire : elle sera plus ésotérique.

A Paris, pour le vingtième anniversaire de la mort du fondateur et théoricien du surréalisme se tient

une exposition intitulée l'Aventure surréaliste autour d'André Breton. Dans une première salle, on peut voir ceux qui furent ses grands ancêtres et influèrent sur tous ses choix ultérieurs de Gustave Moreau au Douanier Rousseau et à Duchamp. Puis viennent les grands, les immenses du début de l'aventure surréaliste, avec leur énorme potentiel onirique ; Max Ernst, Yves Tanguy, Picabia, Man Ray, Hans Arp, Miro, tous envahis par l'esprit de la révolte. Enfin, à la comète surréaliste se greffent Masson, Magritte, Ubac, Dali et Calder, Wilfredo Lam, Matta. Une salle est également réservée aux rapports entre le surréalisme et l'art magique, Breton ayant toujours entretenu une relation privilégiée avec l'étrange, le mystérieux, l'irrationnel.

L'ensemble, bien qu'inégal, surtout dans la dernière partie qui montre l'après-guerre, rend tout de même compte de la mine d'idées véhiculées par cette peinture et ses effets sur l'art contemporain. Breton s'intéressait plus à la conception et la résonance de l'œuvre qu'à son contenu plastique. Pour lui, l'important c'était de rendre perceptible la vision intérieure, celle du rêve afin de rendre

compte davantage de réalité.

Quoi qu'on pense de Breton qui, sur sa fin, eut quelques faiblesses, force est de reconnaître qu'il resta toujours fidèle à une idée du poète Lautréamont et il devait la reprendre, lors des entretiens radiophoniques de 1952, en parlant de Trotsky : « Toute l'eau de la mer ne suffirait pas à laver une tâche de sang intellectuel ».

Signalons également une dernière exposition retraçant le Surréalisme en Belgique avec Magritte, Delvaux, Mesens et Van de Wouwer. Vous y verrez, tout en haut de l'escalier, le tableau reproduit ci-contre. En lettre rouge et couleur or, se détachent les mots révolution permanente et Bronstein. La rencontre dure encore.

Alexis Violet

La Planète affolée, centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, Marseille. Jusqu'au 30 juin.

L'Aventure surréaliste autour d'André Breton, galerie Artcurial, 9, avenue Maignon, Paris. Jusqu'au 31 juillet.

Le surréalisme en Belgique, galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud, Paris. Jusqu'au 10 juillet.



CINEMA

□ **GOLDEN EIGHTIES**, de Chantal Akerman. Le nom de Chantal Akerman évoque plutôt la gravité et une certaine rigueur. Coup de baguette magique, dans *Golden Eighties* on chante, on danse, on rit, on s'aime comme dans les chansons joyeuses. On se perd

comme dans les chansons tristes et on se fiche du reste. Il y a donc de la comédie musicale dans ce film et il y a la nostalgie d'un autre cinéma, celui des années soixante, lorsque Demy tournait *Lola* ou *les Parapluies de Cherbourg*. Quant aux dérisoires années quatre-vingt du titre, elles sont tournées en ridicule par les rêves démesurés d'un boutiquier, véritable père Ubu de l'économie. Le film est centré sur un gang de coiffeuses-shampouineuses qui font et commentent l'événement et tous les événements susceptibles de se passer dans une galerie marchande. Unité de lieu, comme disaient nos classiques.

□ **L'INTRUSE**, de Bruno Gantillon. 1870. A Sedan, l'Empire s'effondre ; les Vosges pèlent de froid ; un ancien soldat de l'armée mexicaine de Napoléon III, reconverti dans les pompes funèbres, rêve de soleil et d'une Mexicaine, sa femme,

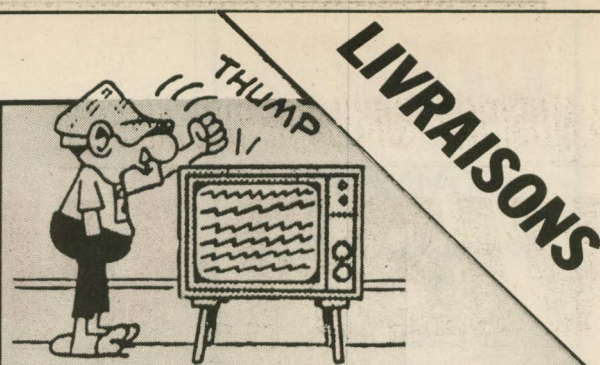
tuée par son propre frère. Une vagabonde, criminelle, italienne, lui fera revivre sa passion. Mais le frère meurtrier est toujours là. Depuis *Servante et maîtresse*, ce très curieux film de 1976, Gantillon n'avait plus fait que de la télé. Il revient au cinéma avec une bonne dose d'audace : celle de sortir des sentiers battus. Et une idée : les pieds dans l'hiver, faire un film sur le soleil. Le film n'est peut-être pas toujours à la hauteur de l'ambition mais nous sommes bien dans une apologie de la passion et de l'imaginaire. C'est rare, c'est donc précieux.

□ **PAS D'ORCHIDEES POUR MISS BLANDISH**, de R. Aldrich. Le roman le plus célèbre de James Hadley Chase était devenu, en 1971, l'un des films les plus marquants de Robert Aldrich et l'un des polars les plus inquiétants du film noir post-classique américain. La toile de fond est celle de la dépression et de la crise

des années trente. De ce borborygme, Aldrich extrait une galerie de monstres, la grande valse des maniaques, des corrompus et des sordides. Aldrich filme la violence telle qu'elle résulte du mariage du film noir classique, du technicolor et du grand écran. Avec une délectation un peu morbide et, pour tout dire, un peu ambiguë.

LIVRES

□ **LA NUIT DE MARAT**, aux éditions Flammarion. C'est un ouvrage collectif, réuni par J.-C. Bonnet. Il s'agit d'une somme sur l'événement annoncé par le titre : comment ça s'est passé, comment les gens l'ont interprété, alors et par la suite... Erudit, plaisant, multiple, exhaustif (on n'oublie ni Jeanne ni *la Cause du peuple*...), ce bouquin dont l'aspect « universitaire » pourrait intimider ne doit pas faire reculer les amateurs d'histoire(s) passionnante(s) !



★ 20 h 30 (TF 1) *Règlements de compte à OK. Corral*. On l'a vu il y a juste un an, mais (finale du Mondial sur la chaîne concurrente oblige...), on ne se lasse pas trop de revoir Burt Lancaster en Wyatt Earp et surtout, Kirk Douglas en Doc Holliday pulmonaire.

20 h (A 2) Finale du Mondial !

22 h 30 (FR 3) *les Gens du voyage*, de J. Feyder avec Françoise Rosay, c'est-à-dire M^{me} Feyder qui, seule, arrive à tirer son épingle de ce film très inégal.

★ Lundi 20 h 35 (TF 1), *la Femme et le rôdeur* n'est pas, loin s'en faut d'ailleurs, le meilleur film de John Farrow, qui est, rappelons-le, le mari de Maureen O'Sullivan et le père de Mia Farrow que l'on peut voir ensemble en ce moment, dans le dernier film de Woody Allen, qui est bien mieux que celui-ci...

20 h 35 (A 2) *la Lune dans le caniveau*, de J.-J. Beineix, avec G. Depardieu et N. Kinski. Désespérément nul, ce film (et c'est peut-être là la chose la plus dure que l'on puisse en dire...) est à la fois ringard et affreusement vieillot. Rien de neuf sous le clinquant d'une mise en scène vide qui nous ressort la poésie portuaire, un demi-siècle après celle du duo Prévert-Carné.

★ Mardi 20 h 35 (FR 3), « Dernière séance » spéciale, consacrée à Jack Palance, avec un film de guerre de Lewis Milestone, *Okinawa*, interprété également par R. Widmark, K. Marlden et R. Wagner ; puis un étonnant film de Robert Aldrich sur les milieux du cinéma US, *le Grand Couteau*, avec Rod Steiger et Ida Lupino. Deux facettes du talent du plus sympathique « méchant » hollywoodien.

21 h 50 (TF 1) *Deux Anglaises et le continent*, de F. Truffaut, avec J.-P. Léaud. Le roman d'Henri-Pierre Roche n'était pas bon ; le film de Truffaut pouvait-il l'être ? D'une fidélité rébarbative à un sujet archaïque, traité dans un style à la fois lent et poussif, qui ne contribue pas à en chasser la poussière, *les Deux Anglaises et le continent* illustre, hélas, très bien les limites du cinéma de Truffaut.

★ Mercredi 22 h 55 (FR 3) *Un divorce heureux*, de H. Carlsen, avec J. Rochefort, A. Dussolier et B. Ogier. Curieux film bâti autour du thème du suicide arrivant à étouffer toute velléité du scénario par une mise en scène aseptisée que je n'oserais qualifier de « sous-chabrolienne »...

★ Jeudi 20 h 35 *Passion d'amour* d'E. Scola, avec B. Giraudeau, V. d'Obici, L. Antonelli et J.-L. Trintignant. Où est le cinéaste inspiré de *Nous nous sommes tant aimés*, d'*Une journée particulière* ou de *Drame de la jalousie* ? Le film se regarde, certes, mais il est aussi vain que *la Nuit de Varennes*.

22 h 55 (FR 3) Une nouvelle série achetée à la télévision italienne, « contes d'Italie ». Ce soir, le premier de ces dix contes : *le Mariage de Catherine*, réalisé par Luigi Comencini... Miam-miam....

★ Vendredi 23 h (A 2) *la Tendresse ennemie* va inaugurer un cycle consacré à Max Ophüls, qui nous permettra de voir (ou revoir), courant juillet, ce chef-d'œuvre qu'est *Lettre d'une inconnue*. Mais on en reparlera : en attendant, mettez-vous donc ce curieux film post-expressionniste sous la dent.

Michel Laszlo

LES NOUVEAUX CROISES

Une petite poignée d'« intellectuels » (sic !) vient de lancer dans un magazine qui se dit « de gauche » (avec de gros guillemets...), une pétition en faveur de la privatisation de TF 1.

A côté de l'ex-patron de la Gaumont, Touscoué du Privé et du couturier Yves Saint-Laurent-Barre, on retrouvera — sans surprise — le vieux clown Arrabal (qui, il n'y a pas si longtemps, suppliait Reagan de faire bombarder Cuba et le Nicaragua) et... Bernard-Henri Lévy, le gourou giscardien. Léo-tard doit être content, il a les complices qu'il mérite, et pas un de plus !

M. L.

ROUGE

SOMMAIRE

Les cent jours de Chirac
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Navale
La bataille de l'été
page 6

Télévision
Pièges par le Mundial
page 7

PSU
Quel avenir ?
Page 8

Immigration
Grève de la faim à Lyon
page 9.

Levallois
Pas de quartier
page 10

Un enfant à quel prix ?
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Tunisie
Syndicalistes hors la loi
pages 14, 15

Destination la paix ?
page 16

Etat espagnol
Pari tenu pour Gonzalez
page 17

Etoiles à conquérir
page 18

PCF
La pente savonnée
pages 19, 20, 21

Musique populaire
brésilienne
page 22

Livraisons
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

Un pavé dans la mare

En révélant les grandes manœuvres syndicales en cours dans la fonction publique, « Rouge » a manifestement levé un lièvre. Le nombre et la vigueur des réactions en témoignent.

Dans son précédent numéro, *Rouge* faisait état d'un vaste projet de construction d'une nouvelle confédération syndicale, appuyée sur les syndicats autonomes de la fonction publique, en particulier la FEN et la FASP. A la même date, *le Matin* publiait une enquête établissant les mêmes faits, et mentionnait notre journal.

Les deux journaux, d'inspiration différente, aboutissaient cependant à la même conclusion : la « recomposition syndicale » au profit d'une grande force d'obédience social-démocrate est activement recherchée tant du côté d'un groupe de dirigeants syndicaux que du côté de certains membres du courant mauroyiste dans le PS.

L'enquête de *Rouge* n'a rien révélé d'autre qu'un secret de Polichinelle. Elle n'avait d'autre ambition que de restituer une cohérence à des informations éparses. Pourtant, venant de *Rouge* ou d'ailleurs, certaines informations dérangent. La FEN n'a apporté aucun démenti à nos informations ; son silence nous conforte. Elle a, en revanche, dénoncé l'article du *Matin*, dans un communiqué dont la violence de ton compensait mal l'absence de preuve.

De toute évidence, la FEN est fort mécontente que son calendrier soit bousculé par la presse. Jusqu'alors, elle se contentait de distiller quelques « réflexions » destinées à sa base pour alerter sur les projets en cours. Mais elle prenait soin de ne pas donner l'impression aux militants de travailler, « dans leur dos ».

Peine perdue. Car un malheur ne venant jamais seul, le lendemain de la parution de *Rouge* et du *Matin*, sortaient un papier de l'AFP, un article substantiel du

Républicain lorrain et, surtout, un petit dossier du *Nouvel Observateur* qui mérite d'être cité... L'auteur, Claude-François Julien, fait état d'une série d'informations, y compris de celles que la « déontologie » militante nous avait fait obligation de ne pas mentionner. Par exemple : « Les 12 et 13 avril, très discrètement, la FEN a réuni à Paris quatre cents représentants de sa majorité pour "faire le point". » A notre avis, ils n'étaient que deux cents cinquante : c'est un détail, mais ce qui l'est moins c'est de savoir sur quel critère ces militants ont été convoqués. Critère syndical ? alors, pourquoi des militants UID, même responsables, ont-ils appris l'existence de cette réunion par *le Nouvel Obs* ?

Plus important, C.-F. Julien illustre son analyse par une interview du dirigeant syndical bien connu, Jean Le Garrec, député socialiste du Nord, et ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique. Quand le journaliste dit que « c'est autour de la FEN et de la CFDT que vous imaginez la recomposition », le camarade ministre ré-



Derrière les tractations en cours, l'ombre d'une force syndicale relayant le PS.

pond : « Ce sont les éléments porteurs parce que la CFDT s'interroge depuis longtemps, quelquefois dans des agitations difficiles à suivre ; et parce que la FEN a pris la mesure des mutations de notre société. » De quoi nous convaincre que nous étions en-dessous de la vérité, la semaine dernière.

Pour notre part, nous récusons également la dissimulation et la quête du scoop. Hebdomadaire militant, qui se flatte d'annoncer la couleur, *Rouge* est aussi, peut-être d'abord, un hebdomadaire d'information. De deux choses l'une. Soit les démarches de la FEN visent à relancer un processus d'unification syndicale : dans ce cas, le meilleur service que nous vou-

drions lui apporter, c'est de rendre sa démarche publique pour qu'elle soit partagée plus largement. Soit la FEN vise à regrouper dans l'ombre les forces d'une opération de recomposition syndicale au profit de la social-démocratie, auquel cas la meilleure façon de nous y opposer est de lui donner toute la publicité qu'elle ne mérite pas. Dans les deux cas, *Rouge* remplit sa mission en informant ses lecteurs. C'est cela l'indépendance. Il va de soi, mais encore mieux en l'écrivant, que notre conception de la démocratie nous commande d'offrir à la FEN de présenter ses positions dans nos colonnes. Comme elle voudra.

Nicolas Jeanson

Pour que *Rouge* continue à vous informer et à révéler ce que d'aucuns voudraient taire, n'oubliez pas de renouveler votre abonnement militant. L'échéance arrive à son terme.

**ABONNEMENT DE SOUTIEN
3 MOIS, 200 FRANCS
AVEC LA REVUE MENSUELLE CRITIQUE COMMUNISTE**

Nom : Prénom :
Adresse :
Ville : Code postal :

Règlement à retourner à l'ordre de la PEC.
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.